



# Il en faut deux (ou plus) pour un Tango

**LA POLITIQUE ARMÉE, L'AGENTIVITÉ  
DE COMBATTANT ET LA DEMI-VIE  
DES PROGRAMMES DDR AU CONGO**

Josaphat Musamba,  
Christoph Vogel,  
Koen Vlassenroot et al.

SÉRIE INSECURE LIVELIHOODS / MARS 2022

## SÉRIE INSECURE LIVELIHOODS

La série Insecure Livelihoods publie des informations et des analyses sur la complexité des conflits et de la sécurité en République démocratique du Congo. Ses rapports sont basés sur des recherches indépendantes, non partisans, collaboratives et de terrain.

### AVIS AU LECTEUR

Ce rapport s'appuie sur des recherches ethnographiques de longue durée par les trois auteurs et sept autres chercheurs. En raison de contraintes différentes, leur noms ne peuvent pas être listés ici. L'équipe de la Insecure Livelihoods Series souhaite dédier ce rapport à Eric Mongo, collègue et ami hautement estimé, ainsi que son travail infatigable pour une paix durable dans l'est du Congo.

## AUTEURS

Josaphat Musamba est doctorant au Conflict Research Group de l'Université de Gand et directeur adjoint du Groupe d'Etude sur les conflits et la sécurité humaine (GEC-SH) à l'Institut Supérieur Pédagogique (ISP) à Bukavu en République démocratique du Congo.

Christoph Vogel est le directeur de recherche de la Insecure Livelihoods Series à l'Université de Gand et un ancien expert du Conseil de sécurité de l'ONU sur la République démocratique du Congo.

Koen Vlassenroot est professeur au département de conflit et développement à l'Université de Gand, où il est également le directeur du Conflict Research Group et de la Insecure Livelihoods Series.

## CONFLICT RESEARCH GROUP (CRG)

Directeur : Koen Vlassenroot

Directeur de recherche : Christoph Vogel

Responsable projet et formation : Michel Thill

[www.ugent.be/ps/conflict-ontwikkeling/crg/en](http://www.ugent.be/ps/conflict-ontwikkeling/crg/en)

## GROUPE D'ÉTUDES SUR LES CONFLITS ET LA SÉCURITÉ HUMAINE (GEC-SH)

Directeur : Godefroid Muzalia

Chargés de projet : Francine Mudunga, Elisée Cirhuza et Cubaka Muderhwa

[www.gecshceruki.org](http://www.gecshceruki.org)

## GOVERNANCE IN CONFLICT NETWORK (GIC)

Coordinateur : Tomas van Acker

[www.gicnetwork.be](http://www.gicnetwork.be)

## PUBLISHING

Traduction : Martial Kashori

Designer: Marie Wynants, achttien.eu

© 2022 Governance in Conflict Network, basé à l'Université de Gand, Belgique



# **Il en faut deux (ou plus) pour un Tango**

**LA POLITIQUE ARMÉE, L'AGENTIVITÉ  
DE COMBATTANT ET LA DEMI-VIE  
DES PROGRAMMES DDR AU CONGO**

**Josaphat Musamba,  
Christoph Vogel,  
Koen Vlassenroot et al.**



# Sommaire exécutif

Le présent rapport examine la politique de démobilisation en République démocratique du Congo. Soucieux d'éclairer l'évolution du P-DDRCS, il analyse les dynamiques de mobilisation et de démobilisation, expliquant la fragmentation du conflit au cours des dernières années. Après avoir examiné les programmes de DDR passés, il identifie également les erreurs et présomptions relatives à la mobilisation armée et au DDR et se penche sur une perspective de combattant en vue de comprendre les facteurs qui influencent les décisions individuelles et collectives. Le rapport affirme que les programmes de DDR passés ont souffert d'une dépolitisation importante lors de leur conception (privilégiant une approche technique qui négligeait l'agentivité de combattant) et d'une politisation importante lors de leurs mises en œuvre (motivée par des opportunités de soutirer des rentes). Le rapport révèle la persistance d'idées controversées sur l'économie politique dans laquelle les efforts de DDR sont menés. Pour que les futurs programmes de démobilisation soient couronnés de succès, ils doivent tenir compte des erreurs du passé et recourir à des approches novatrices et sensibles.

# Table des matières

<b>1   INTRODUCTION</b>	<b>6</b>
<b>2   HISTORIQUE DES PROGRAMMES DE DÉMOBILISATION AU CONGO</b>	<b>10</b>
2.1 Qu'est-ce que le DDR ?	11
2.2 Trois générations de programmes nationaux	13
2.3 Efforts ciblés de démobilisation	19
2.4 Un sujet sensible : l'auto-démobilisation	22
<b>3   POLITIQUE ARMÉE ET DÉMOBILISATION</b>	<b>24</b>
3.1 Les nuances de la mobilisation armée	25
3.2 Retour circulaire : Problèmes de planification apolitique	29
3.3 Recyclage des rebelles : Problèmes d'une mise en œuvre politisée	32
<b>4   ÉTUDES DE CAS</b>	<b>36</b>
4.1 Mazembe : alliances fragiles et enjeux de négociation	39
4.2 Twirwaneho : dilemmes de sécurité et résistance à la démobilisation	43
4.3 Nyatura : Démobilisation invisible et survie urbaine	48
<b>5   L'ÉNIGME DU DDRCS</b>	<b>53</b>
5.1 Erreurs commises et leçons apprises	54
5.2 Concurrence institutionnelle et définitions rivales	60
5.3 Prendre au sérieux la politique et réalités des combattants	62
<b>6   CONCLUSION</b>	<b>65</b>
<b>7   BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>67</b>

Lors de sa visite à l'est de la République démocratique du Congo (RDC) en octobre 2019, le Président congolais Felix Tshisekedi Tshilombo a tenu une réunion du conseil national de sécurité à Bukavu, au cours de laquelle il a donné instruction aux gouverneurs provinciaux du Sud-Kivu, du Nord-Kivu et de l'Ituri de concevoir un nouveau programme de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) plus efficace que ses précédents. Cette instruction a été inspirée de l'échec des tentatives précédentes visant à mettre un terme à la mobilisation armée et à la propagation du conflit que connaît l'est de la RDC depuis plus de 25 ans. La RDC a connu, à partir de 2004, une longue série de programmes nationaux de DDR et locaux axés sur les combattants congolais ou étrangers ; y inclus des programmes de DRRR (intégrant le « rapatriement » et la « réinstallation ») et comprenant des niveaux importants d'auto-démobilisation « informelle » et souvent non signalée (Thill 2021 ; Vlassenroot et Verweijen 2017). En dépit des opérations militaires menées périodiquement et de l'état de siège déclaré en mai 2021 dans deux des trois provinces les plus touchées par le conflit (Nord-Kivu et Ituri), le DDR est de nouveau sur la table.

Ce rapport, qui s'appuie sur une analyse des dynamiques de mobilisation et politiques de démobilisation qui ont défini les résultats antérieurs du DDR, examine les obstacles auxquels les nouveaux efforts de DDR conçus actuellement en RDC pourraient se heurter. Il soutient que les programmes antérieurs ont souffert d'une dépolitisation dans leur conception (en mettant l'accent sur une approche technique qui tenait rarement compte des réalités de la vie et de l'agentivité de combattant) et d'une politisation dans leur mise

en œuvre (motivée par des opportunités de soutirer des rentes et de détourner les activités de DDR vers des chaînes de commandement parallèles de l'armée congolaise). Le rapport s'attaque à un ensemble persistant d'idées erronées sur la dynamique de conflit et la mobilisation armée, en juxtaposant une analyse critique des lacunes précédentes et de nouvelles données empiriques. Ces idées ont conduit à une compréhension technique étroite du DDR et à une déconnexion des programmes de DDR de l'économie politique plus large dans laquelle ces derniers sont menés. Par ailleurs, les efforts internationaux de consolidation de la paix auxquels ces programmes sont liés ont accordé une importance excessive à certains déclencheurs de la mobilisation armée (tels que les conflits intercommunautaires), tout en négligeant d'autres facteurs tout aussi importants. Ils ont tendance à se concentrer sur les « acteurs de la violence », ignorant souvent les autres acteurs et processus qui façonnent les réalités en temps de guerre (Lubkemann 2008). En outre, les efforts de résolution des conflits au sens large ont souffert d'un réflexe de souveraineté qui privilégie les dynamiques transfrontalières par rapport aux dynamiques présumées « locales ». Enfin, la plupart des programmes de DDR de grande envergure ont eu du mal à concilier les tensions entre une coordination globale efficace et des solutions ciblées et adaptées.

En lançant son appel en faveur d'une nouvelle approche de DDR, Tshisekedi est arrivé à un moment crucial, en raison de nombreuses redditions de groupes armés qui ont accompagné sa Présidence au début de 2019. Celles-ci ont été inspirées par la fin du règne de Kabila (qui, pour de nombreux groupes armés, était devenu un objectif majeur), les espoirs qui accompagnaient le nouveau gouvernement, et la fatigue généralisée du combat. Le conflit dans la région a engendré une certaine inertie après des décennies de mobilisation armée, les groupes armés se séparant à plusieurs reprises et produisant une géographie du conflit très fragmentée (Vogel et Stearns 2018). Dans ce contexte, l'agentivité de combattant est plus que jamais influencé par la dynamique de leur recyclage par les élites politico-militaires et leur retour circulaire entre la vie militaire et civile (Vlassenroot et al. 2020, Vogel et Musamba 2016).

Depuis son entrée en fonction au début de 2019, faire revivre l'histoire infructueuse du DDR est devenu un sujet incontournable de la communication de

Tshisekedi. Dans son discours d'investiture, il a appelé les groupes armés et les combattants à se rendre. En réponse, les institutions gouvernementales, les experts en consolidation de la paix et les partenaires internationaux ont commencé à travailler en faveur d'une nouvelle approche à l'échelle nationale, aboutissant à l'institution du Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (P-DDRCS).<sup>1</sup> Ancré dans l'éphémère Commission interprovinciale d'appui au processus de sensibilisation, désarmement, démobilisation et réinsertion Communautaire (CIAP-DDRC), créée à la suite de la visite de Tshisekedi à l'est de la RDC en octobre 2019, le P-DDRCS est institutionnellement rattaché à la Présidence. Si les grandes lignes et la structure du programme ont été définies dans un décret présidentiel de 2021, l'approche opérationnelle et technique du programme a été précisée dans un projet de stratégie nationale publié en janvier 2022.

Visant à éclairer le processus évolutif du P-DDRCS, ce rapport analyse la dynamique de mobilisation et de démobilisation armée à l'est de la RDC, en tenant compte de la fragmentation des acteurs du conflit et de la géographie du conflit, ainsi que des facteurs qui influencent la nature prolongée et l'évolution du conflit. Après avoir examiné les programmes précédents, le rapport identifie les équivoques qui entourent la mobilisation armée et le DDR et se penche sur une *perspective de combattant* en vue de comprendre ce qui motive les décisions individuelles et collectives. Basé sur une analyse historique et ethnographique, ce rapport cherche à répondre à deux séries de questions :

- À quoi ressemble la géographie actuelle du conflit à l'est de la RDC et qu'est-ce qui explique la persistance des groupes armés et de la mobilisation armée malgré les multiples processus de DDR passés ?
- Quelles étaient les principales faiblesses des programmes de démobilisation, quels sont les principaux défis de ces processus, et qu'est-ce qui ferait la différence dans une approche communautaire ?

---

<sup>1</sup> Décret présidentiel instituant le programme national DDRCS.



Ce rapport est subdivisé en quatre parties. Il aborde l'évolution historique des programmes de DDR de la RDC, suivi par une analyse de la politique armée et la manière dont elle est façonnée par les logiques de retour circulaire et de recyclage des combattants. S'appuyant sur un travail de terrain ethnographique approfondi mené par une équipe de chercheurs, le rapport démontre ensuite comment les réalités des combattants et des conflits compliquent la conception linéaire de la (dé)mobilisation. Cela sert de base à la quatrième partie du rapport, qui s'intéresse à l'énigme plus large des défis et opportunités susceptibles d'accompagner le prochain P-DDRCS.

# Historique des programmes de démobilisation au Congo

Les programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration des combattants constituent, depuis le début du processus de paix en 2003, un élément crucial des efforts de consolidation de la paix, de construction de l'État et de stabilisation en RDC. La mission de maintien de la paix des Nations unies (MONUSCO) indique qu'en 2022, plus de 150 000 combattants ont participé à différents programmes officiels de DDR.<sup>2</sup> Parmi eux, des milliers de combattants étrangers ont été démobilisés et rapatriés dans le cadre des efforts tripartites de DDRRR, tandis qu'un nombre inconnu d'auto-démobilisations a également eu lieu. Même si cela peut être considéré comme une réussite considérable, les efforts de DDR n'ont pas été en mesure d'empêcher la prolifération des groupes armés ni de réduire la violence dans de grandes parties de l'est de la RDC. En revanche, le butin présumé et réel des programmes de DDR semble contribuer à la fragmentation du conflit en rendant politiquement et économiquement lucrative la création ou la direction d'un groupe armé, et tactiquement nécessaire de fonctionner en plus petits groupes de belligérants.

Le bilan de l'expérience du DDR au Congo est sporadique et contesté. Déjà en 2007, le DDR en RDC était désigné comme une « histoire sans fin » (Boshoff 2007). Suite à différents entretiens avec des anciens combattants, Richards (2016) a constaté que si la fragmentation peut encourager la participation au DDR formel, elle peut aussi avoir l'effet inverse et provoquer la remobilisation. Cela a incité Perazzone (2017 : 274) à affirmer que « le cas congolais montre...

---

<sup>2</sup> Voir <https://monusco.unmissions.org/en/ddr>.

que, combinée à la priorité accordée aux gains sécuritaires immédiats, c'est la politisation généralisée de la réintégration qui a très probablement entravé un DDR plus cohérent ». Comme nous l'abordons dans ce chapitre, l'impact limité des programmes précédents s'explique par des hypothèses trompeuses sur ce qui devrait fonctionner, un manque de lecture contextuelle des processus de mobilisation et des défis sécuritaires, et une approche plutôt technique de la démobilisation. Tout en abordant différentes générations et approches du DDR, ce chapitre identifie les raisons du succès limité, qu'il s'agisse des programmes officiels de DDR, d'efforts de démobilisation menés par la société civile ou de dynamiques d'auto-démobilisation.

## 2.1 Qu'est-ce que le DDR ?

En matière de DDR, il est difficile de ne pas utiliser d'acronymes et de définitions. Ce rapport adopte une approche simplifiée et suit les définitions de base des Nations unies dans un souci de clarté. Si le DDR lui-même fait partie de stratégies plus larges visant à contribuer à la sécurité et à la stabilité dans les régions touchées par les conflits, il s'agit d'un processus politiquement sensible qui dépend de la volonté des acteurs armés de se démilitariser et de se démobiliser, et qui devrait donc idéalement avoir lieu dans des environnements post-conflit avec des accords de paix ou de cessez-le-feu effectifs. Si c'est rarement le cas dans la pratique, cette idée trouve un écho dans l'actuelle « Norme intégrée de DDR » (IDDRS) qui définit le DDR comme un

processus qui contribue à la sécurité et à la stabilité dans un contexte de redressement post-conflit en retirant les armes des mains des combattants, en faisant sortir les combattants des structures militaires ainsi qu'en les aidant à s'intégrer socialement et économiquement dans la société grâce à des moyens de subsistance civils.<sup>3</sup>

Si l'IDDRS représente la nomenclature internationale la plus largement acceptée, les définitions du DDR divergent dans le temps et selon les contextes, comme l'illustrent les anciens programmes congolais. Pourtant, en définissant les trois composantes du DDR, la nouvelle IDDRS est restée

---

<sup>3</sup> Nations unies (2020) : Glossaire IDDRS, voir <https://www.unddr.org/modules/IDDRS-1.20-Glossary.pdf>.

entièrement fidèle aux précédentes définitions des Nations unies établies en 2005 :<sup>4</sup>

### **Désarmement**

La collecte, la documentation, le contrôle et l'élimination des armes légères, munitions, explosifs et armes légères et lourdes des combattants mais aussi de la population civile. Le désarmement comprend également l'élaboration de programmes de gestion responsable des armes.

### **Démobilisation**

Le retrait officiel et contrôlé des combattants actifs des forces armées ou d'autres groupes armés. La première étape de la démobilisation peut aller de la prise en charge de combattants individuels dans des centres temporaires de regroupement de troupes dans des camps prévus à cet effet (sites de cantonnement, zones de rassemblement ou casernes). La deuxième étape de la démobilisation englobe l'ensemble des mesures de soutien fournies aux démobilisés, que l'on appelle réintégration.

### **Réintégration**

Le processus par lequel les anciens combattants acquièrent un statut civil et obtiennent un emploi et des revenus durables. La réintégration est essentiellement un processus socio-économique dont la durée n'est pas limitée dans le temps et qui se déroule principalement dans les communautés au niveau local. Elle fait partie du développement général d'un pays, constitue une responsabilité nationale et nécessite souvent une aide extérieure à long terme.

### **Réinsertion**

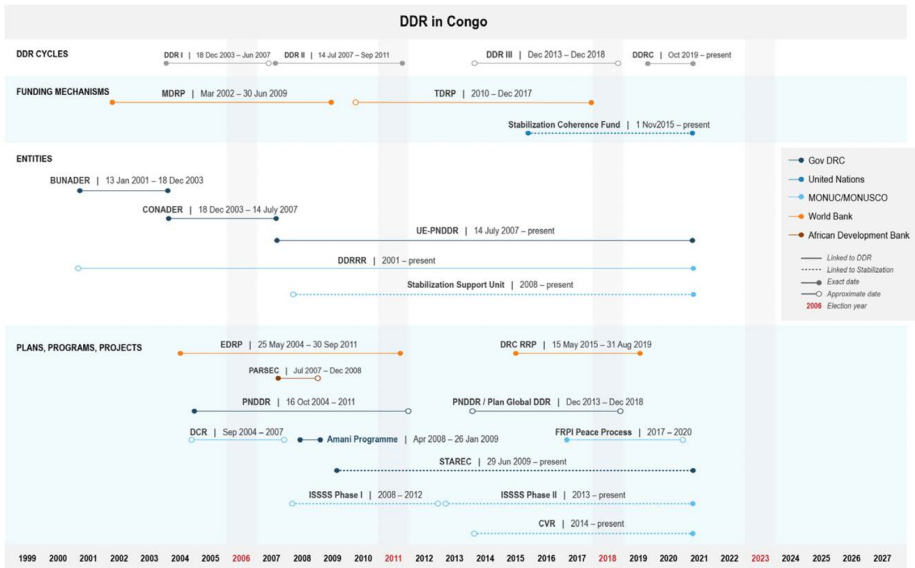
Assistance offerte aux anciens combattants pendant la démobilisation, mais avant le processus à long terme de réintégration, comme une forme d'assistance transitoire pour aider à couvrir les besoins de base des anciens combattants et de leurs familles, qui peut inclure des allocations de sécurité transitoires, de la nourriture, des vêtements, un abri, des services médicaux, une éducation à court terme, une formation et des outils d'emploi.

---

<sup>4</sup> Nations unies (2005) : Note du Secrétaire général à l'Assemblée générale. A/C.5/59/31. Nations unies, New York.

## 2.2 Trois générations de programmes nationaux

En raison du degré de chevauchement et d'imbrication des différents cycles, programmes et mécanismes de financement des programmes de DDR menés par le gouvernement et financés par la communauté internationale, il est difficile de proposer une vue d'ensemble succincte. Toutefois, comme l'a illustré Thill (2021), trois cycles généraux peuvent être identifiés. Une première génération comprend les débuts du Bureau national de désarmement et réinsertion (BUNADER), créé en 2001, qui s'est transformé en Commission nationale de désarmement et réinsertion (CONADER) de 2004 à 2007 (elle existait en parallèle d'un programme axé sur l'Ituri appelé Désarmement et réinsertion communautaire, DCR). Après l'effondrement de CONADER, une deuxième génération a vu le jour en 2008 mais a souffert d'un engagement politique limité à l'approche des élections de 2011 en RDC. De 2013 à 2018, la troisième génération a fonctionné sous le nom de Plan national de désarmement, démobilisation et réinsertion (PNDDR) III.



(Aperçu des programmes de DDR en RDC, Thill 2021)

## **PREMIÈRE GÉNÉRATION (2001-2007) : BUNADER ET CONADER, AVEC LE DCR EN ITURI**

Le début des programmes officiels de DDR en RDC remonte à plus de deux décennies. C'est en janvier 2001, quelques jours à peine après avoir accédé au pouvoir suite à l'assassinat de son père, que Joseph Kabila a promulgué un décret portant création du BUNADER. Ce bureau, issu d'une collaboration entre l'Organisation internationale du travail (OIT) et le Ministère de la Défense de la RDC, s'est concentré sur les enfants soldats en prévision de la fin officielle de la deuxième guerre du Congo.<sup>5</sup> La CONADER a remplacé le BUNADER après la signature de l'Acte final de l'Accord global et inclusif entre les différents belligérants, en 2003. L'Accord de paix prévoyait l'institution d'une nouvelle armée et de nouvelles institutions politiques. Le DDR devait accompagner la création d'une nouvelle armée nationale et un processus d'intégration de l'armée. Cela a conduit à une approche à deux volets visant à canaliser les combattants démobilisés soit dans l'armée congolaise nouvellement établie (FARDC) à travers la Structure militaire d'intégration (SMI), soit vers la vie civile à travers la CONADER. Le PNDDR (première génération) a été lancé en 2004 pour guider le processus.<sup>6</sup>

Les effectifs à atteindre étaient évalués à 330 000, tous les acteurs confondus, pourtant l'armée ne devait compter que 150 000 soldats (Thill 2021). Par conséquent, 180 000 devaient être démobilisés, même si ce nombre était soupçonné d'être exagéré par les acteurs impliqués dans le processus pour avoir accès à ses avantages. Un plan d'action stratégique pour les forces armées a été élaboré mais a été modifié au fil du temps, principalement en raison du fait que les déclarations initiales sur les effectifs des troupes par les parties au conflit ne reflétaient pas la réalité. Le programme a débuté dans les centres d'orientation, où tous les combattants ont été enregistrés et désarmés. Dans un deuxième temps, ils étaient orientés, soit vers le processus de brassage militaire dans lequel les anciens membres des groupes armés étaient mélangés et rassemblés dans de nouvelles unités de l'armée, soit vers la démobilisation par la CONADER et les programmes connexes.

---

<sup>5</sup> Entretien avec un officier FARDC, Kinshasa, 16 avril 2013.

<sup>6</sup> Entretien avec un fonctionnaire de l'UEPN-DDR, Kinshasa, 15 avril 2013.

La CONADER était censée guider les personnes vers des centres de transit et leur fournir une formation professionnelle et une aide à la réinsertion.<sup>7</sup>

En 2005, la CONADER et la SMI ont commencé à travailler, aux côtés d'une commission interministérielle au niveau national, avec des sous-bureaux au niveau provincial.<sup>8</sup> La coordination politique a fonctionné par le biais de commissions provinciales et thématiques ainsi que d'une commission mixte comprenant des chefs de groupes armés. Au Nord-Kivu, les acteurs de mise en œuvre, outre la CONADER, comprenaient la mission de maintien de la paix des Nations unies de l'époque (MONUC) et des ONG locales telles que Don Bosco et CAJED. Au départ, les programmes ont plutôt bien fonctionné et leurs « kits d'intégration » ont donné lieu à quelques exemples de réussite. Cependant, le programme n'a pas impliqué les communautés d'origine dans l'adaptation du retour des combattants, et a fini par susciter la frustration et la déception des anciens combattants. L'une des causes de frustration était l'égalité de traitement de tous les anciens combattants, quel que soit leur rang antérieur dans les groupes armés. Toujours est-il que les irrégularités dans la distribution des avantages et allocations aux combattants démobilisés, et l'exclusion de ceux situés dans des zones reculées, ont toutes contribué à un manque de confiance dans le processus (Vogel et Musamba 2016). En outre, la gestion de la CONADER ne répondait pas aux attentes des donateurs : un audit de la Banque mondiale en 2007 a noté un impact limité, et a constaté des niveaux élevés de mégestion et de corruption, ce qui, en 2007, a finalement contraint la CONADER à mettre fin à ses activités.

## **DEUXIÈME GÉNÉRATION (2007-2011) :**

### **UE-PNDDR ET PROCESSUS DE PAIX AMANI**

La même année, l'Unité d'exécution du PNDDR (UE-PNDDR) a remplacé la CONADER, suivie par l'annonce d'une deuxième phase de DDR, qui devait s'étendre jusqu'en 2011. À bien des égards, cette phase était la continuation de la première. Les faiblesses internes du programme ont engendré une frustration similaire chez ses principaux bénéficiaires et ont contribué à une militarisation et fragmentation accrues des belligérants. Le DDR est également

---

<sup>7</sup> Entretien avec un député, Goma, 29 mars 2013.

<sup>8</sup> Entretien avec un fonctionnaire des Nations unies, Bukavu, 5 avril 2013.

resté lié aux efforts d'intégration de l'armée dans le but de réduire les niveaux de violence dans la région est, mais ses attentes et résultats insatisfaisants ont constitué une incitation supplémentaire à la mobilisation armée.

La Conférence tenue à Goma en 2008, qui a débouché sur le processus de paix Amani, a été un événement clé de la deuxième génération de DDR. Ce processus visait à favoriser la paix à l'est de la RDC par une prise en charge des groupes armés grâce à la démobilisation et à l'intégration dans l'armée, mais aussi à restaurer l'autorité de l'état dans les zones contrôlées par les rebelles. Diverses sous-structures sont apparues et différents plans ont été établis pour couvrir les différents domaines du désengagement (abandon des hostilités), de la démobilisation, de l'intégration, de la restauration de l'autorité de l'État et du retour des personnes déplacées et des réfugiés. Les exigences de groupes armés plus importants tels que le Conseil national pour la défense du peuple (CNDP) et les Forces républicaines fédéralistes (FRF) ont contraint le gouvernement à prendre des dispositions particulières parallèlement au processus initial, qui s'est poursuivi avec d'autres groupes armés. Le processus Amani, en phase avec le PNDDR, a été financé par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et s'est concentré sur les combattants non éligibles au PNDDR. Dans l'ensemble, cependant, cette approche a déclenché des effets indésirables, parce qu'en

recevant de l'argent, l'attention nationale et internationale, et les promesses de grades et postes dans l'armée et organes politico-administratifs ; les groupes armés ont eu l'impression que « se lancer dans la rébellion » était payant. Cela a servi d'exemple à d'autres personnes aspirant à la mobilité sociale, au statut et à l'influence politico-économique. Pour cette raison, la Conférence Amani et le processus de paix associé peuvent être considérés comme une étape importante dans le processus de prolifération des groupes armés après la colonisation (Vlassenroot et Verweijen 2017 : 106).

Le processus n'a pas non plus permis de traiter ce qui était considéré comme l'objectif politique principal : la pacification du CNDP. Les combats ont repris peu après le processus Amani et de nouvelles incitations ont été créées pour faire renaître, regrouper ou instituer d'autres groupes armés. Plutôt que de contribuer au démantèlement des groupes armés, les efforts de DDR ont donc contribué à leur prolifération. Malgré le nombre élevé de combattants



(cité par les donateurs) qui ont été soit démobilisés soit intégrés dans les services de sécurité congolais, peu de progrès ont été réalisés en matière de réinsertion des anciens combattants dans la vie civile. Selon un rapport de la Banque mondiale de 2012, 209 605 anciens combattants sont passés par les deux différents cycles de DDR, dont 66 814 ont rejoint l'armée (EDRP 2012). En revanche, les perspectives de paix ont été compliquées par la dynamique politique et sécuritaire. La réforme militaire qui visait à démanteler les structures de commandement parallèles a déclenché une rébellion du mouvement du 23 mars (M23) nouvellement créé. La rébellion a finalement connu une défaite militaire mais a laissé place aux futurs cycles de défections, d'insurrections et de fragmentation militaire. Cette situation, ainsi que les complémentarités manquantes du côté de la réforme du secteur de la sécurité (Hoebeke et al. 2022), ont ajouté à l'incohérence interne et aux insuffisances du programme de DDR. Enfin, au lendemain du processus électoral de 2011, les impératifs politiques n'ont laissé pratiquement aucune chance à ce programme, les groupes armés s'associant de plus en plus aux leaders politiques. Ils ont fini par obliger à repenser les stratégies et les ambitions et à lancer une troisième génération de programmes de DDR en RDC.

### **TROISIÈME GÉNÉRATION (2013-2018) : PNDDR III ET AUTRES INITIATIVES**

C'est à la fin de l'année 2013 qu'a débuté le troisième programme national de DDR, connu sous le nom de PNDDR III, avec la mise en place d'un Plan global de désarmement, démobilisation et réinsertion. Comme ses prédécesseurs, il s'est inscrit dans le cadre de processus politiques et d'efforts de paix plus larges, tels que l'accord-cadre 11+4 d'Addis-Abeba et l'accord de Nairobi, qui ont officiellement mis fin à la rébellion du M23 et créé un nouveau cadre d'engagement. Ce programme, tout comme les efforts de DDR précédents, a été rapidement confronté à des défis importants.<sup>9</sup> Révisée en 2014 en étroite collaboration avec la MONUSCO, la troisième génération de DDR a mis un an à être mise en œuvre, en partie à cause d'un manque initial de financement suffisant expliqué par l'hésitation des donateurs et les opérations militaires en cours (Thill 2021).

---

<sup>9</sup> Voir <https://suluhu.org/2013/12/27/many-hitches-ahead-for-congos-new-ddr/>.

C'est avec une campagne de sensibilisation communautaire que la troisième génération a commencé et a reconnu la nécessité d'un développement socio-économique communautaire (Carayannis et Pangburn 2020). L'intégration militaire n'était plus (officiellement) proposée comme option et l'accent était désormais mis sur la délocalisation des combattants pendant la phase de démobilisation, et sur le retour dans leurs communautés pendant la phase de réintégration. Les autorités congolaises ont menacé de recourir à des opérations militaires pour faire pression sur les groupes armés s'ils ne se démobilisaient pas dans des délais précis. La Banque mondiale et d'autres donateurs se sont engagés à soutenir le processus, notamment en apportant une aide aux centres d'accueil situés dans les principales bases militaires à l'ouest et au sud du pays, comme Kamina, Kitona et Kotakoli. Une aide logistique supplémentaire était prévue par la MONUSCO pour assurer le transport et l'alimentation des combattants. Cependant, dès le début du programme et avant que le financement des donateurs ne soit achevé, les conditions de vie difficiles dans les camps ont mis à mal le nouveau programme. À Kotakoli, plus de 100 anciens combattants sont morts après avoir été transférés en fin 2013.<sup>10</sup> Grâce à l'intervention des donateurs et de la MONUSCO, la situation s'est améliorée mais des problèmes humanitaires ont persisté à Kotakoli, et il y a eu des mutineries d'anciens combattants protestant contre le mauvais traitement à Kamina et Kitona.<sup>11</sup>

Dans le plan initial du gouvernement congolais, 11 000 combattants étaient visés, mais seulement près de 5 000 ont été démobilisés, soit moins de la moitié (Thill 2021). Dans l'ensemble, le transfert des combattants démobilisés loin de leur région d'origine et les conditions de vie difficiles dans les centres de relocalisation ont eu un effet dramatique sur la confiance des combattants dans le programme et ont alimenté leur méfiance générale envers le régime Kabila (Vogel et Musamba 2016). La stratégie conjointe de démobilisation et d'opérations militaires a également fait naître chez les acteurs armés la crainte d'être mis sur la touche, tandis que les dilemmes de sécurité locale n'étaient pas résolus et que la protection des communautés demeurait en souffrance. Le processus de régimentation des FARDC de 2010 qui avait

---

<sup>10</sup> Voir <https://www.hrw.org/news/2014/10/01/dr-congo-surrendered-fighters-starve-camp>.

<sup>11</sup> Voir <https://suluhu.org/2015/06/23/is-ddr-an-epitome-of-international-failure-in-the-congo/>.

permis aux Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) de se réimplanter à Shabunda, Walikale et Kalehe (entraînant une recrudescence des groupes d'autodéfense Raia Mutomboki) était encore bien ancré dans les esprits (Vogel 2014).

En résumé, la délocalisation a été utilisée par le troisième programme national comme une solution aux défaillances précédentes, ce qui en a créé de nouvelles. En outre, les considérations sécuritaires ont toujours primé sur les aspects sociaux et économiques, en dépit d'un programme de DDR plus largement adapté et d'un engagement rhétorique en faveur de la réintégration. L'implication des installations de l'armée a entraîné une fuite opérationnelle, de nombreux combattants se retrouvant dans de nouvelles unités FARDC, sous le commandement discrétionnaire de certains officiers supérieurs. Un manque de financement vers la fin du programme a également compliqué à la fois le transport de retour et la poursuite des activités de formation professionnelle. Dans les Kivus, la pression du processus électoral imminent et son « glissement » ont poussé les politiciens à se repositionner, ce qui a contribué à une politisation accrue du processus de démobilisation. Ces dynamiques sont une autre indication de la façon dont la décision de cesser le combat est guidée par des dynamiques sociopolitiques plus larges plutôt que par les simples perspectives de réintégration offertes par les approches techniques (Vlassenroot et al. 2020). Lorsque les donateurs se sont finalement retirés du programme de DDR en 2017, la détérioration progressive des relations de travail entre la MONUSCO et le gouvernement Kabila a déclenché la fin du soutien de la MONUSCO au PNDDR III, qui s'est par la suite transformé dans une stratégie d'intégration de fait dans l'armée nationale.

### **2.3 Efforts ciblés de démobilisation**

Plusieurs autres initiatives ont été lancées parallèlement aux programmes nationaux, dans le cadre de processus de paix visant des groupes armés spécifiques ou sous l'impulsion d'acteurs de la société civile réagissant au manque de réintégration dans le cadre du DDR formel. En Ituri, le programme DCR a été lancé en 2004, suite à un accord entre le gouvernement de transition 1+4 et

les dirigeants de sept groupes armés opérant en Ituri.<sup>12</sup> Le DCR visait à mettre fin au conflit militaire et à engager les groupes armés à se désarmer et à réintégrer leurs communautés (Bouta 2005). L'accord comprenait un ensemble de dispositions, telles que la nomination de chefs rebelles à des postes au sein de l'armée, et l'offre d'une alternative viable aux hommes de troupe, soit en rejoignant l'armée, soit en recevant une aide pour reprendre la vie civile.

Le programme lui-même n'a connu qu'un succès partiel : dans une première phase, seuls deux tiers des 15 000 combattants ciblés ont été désarmés, très peu d'entre eux ont été réintégrés avec succès dans la vie civile et un nombre encore plus réduit a choisi de s'engager dans l'armée (Bouta 2005). Cependant, le DCR a contribué à une stratégie plus large de stabilisation et de construction de la paix locale et était lié à un processus politique global et inclusif dont il constituait un élément crucial. Les acteurs impliqués englobaient non seulement les groupes armés, les autorités locales et le gouvernement congolais, mais aussi le Comité international d'accompagnement de la transition (CIAT), ce qui a donné au processus un poids politique international et s'est traduit par un engagement, une appropriation locale et une planification cohérente, à l'instar du rôle prépondérant joué par le CIAT lors des élections de 2006. Néanmoins, en dépit du soutien important de la MONUC, le DCR n'a pas eu un effet très durable sur la dynamique du conflit et la mobilisation armée. Pendant et après la clôture du programme en 2007, le retour circulaire des combattants et la reprise régulière des combats n'ont pas cessé.

La Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) est le seul groupe armé issu de la guerre de l'Ituri de 1999-2007 encore actif. Sa trajectoire illustre le positionnement constant des groupes armés dans les processus de DDR et le changement continu des réponses officielles entre pression militaire et négociations. La FRPI a survécu grâce à une marginalisation politique et socio-économique persistante de la communauté Lendu-Ngiti, à ses liens forts mais ambigus avec la communauté locale et au comportement extractif et abusif de l'armée congolaise (Hoffmann et al. 2016). Bien que la FRPI se soit

---

<sup>12</sup> Les Forces armées populaires du Congo (FAPC), le Front nationaliste et intégrationniste (FNI), la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI), le Front populaire pour la démocratie au Congo (FPDC), le Parti pour l'unité et la sauvegarde de l'intégrité du Congo (PUSIC), l'Union des patriotes congolais de Thomas Lubanga (UPC-L) et son groupe dissident dirigé par Floribert Kisembo (UPC-K).

engagée à un cessez-le-feu en 2006 qui prévoyait une intégration militaire en 2007, elle a repris le combat en 2008 et n'a jamais été complètement démobilisée depuis. Des négociations infructueuses entre le groupe et les autorités congolaises, généralement centrées sur les grades militaires, l'amnistie et les paiements ponctuels, ont eu lieu entre les campagnes militaires, notamment les opérations conjointes des FARDC et de la MONUSCO.

Un processus de négociation a été initié en 2017 par le programme gouvernemental de stabilisation de l'est de la RDC connu sous le nom de STAREC. Il a permis le cantonnement en 2019 de plus de 1 000 combattants de la FRPI et la signature d'un accord de paix en début 2020. Là encore, le résultat a été de courte durée et les combats ont repris en septembre 2020. Le processus de 2017, cependant, a montré le potentiel des efforts de paix et de démobilisation dirigés et contrôlés localement. La clé de ce processus était l'ONG Appui à la communication interculturelle et autopromotion rurale (ACIAR), basée à Bunia, qui avait une grande expérience dans la promotion de la réconciliation entre les communautés locales à travers des structures de confiance. ACIAR a initié le dialogue de 2017 basé sur l'inclusion et la confiance. Grâce à une série de dialogues et de comités de paix au niveau communautaire, la confiance a été instaurée entre les principales parties prenantes, ce qui a finalement conduit à l'adhésion des autorités provinciales et nationales. L'ACIAR a été mandaté pour entamer des négociations avec la FRPI, ce qui a conduit au lancement d'un processus de DDR et à la signature d'un accord avec le gouvernement congolais en 2020.

Parmi les autres approches de DDR, citons la « réduction de la violence communautaire » (CVR), un programme de la MONUSCO développé depuis 2016 dans le cadre de son mandat de protection et de stabilisation des civils pour remplacer le soutien de la MONUSCO au troisième programme national de DDR. Les programmes CVR passent d'une approche sécuritaire à une stratégie décentralisée et communautaire visant à réduire le niveau de violence et la prolifération des acteurs armés dans la société. Bien que de telles approches aient été utilisées par la société civile congolaise auparavant, la CVR a été présentée comme un changement de paradigme vers un DDR engagé et participatif. Entre 2016 et 2018, 63 projets CVR ont été mis en œuvre, la plupart à court terme et en fonction du contexte.

En outre, des programmes dont le but direct ou indirect est la démobilisation des combattants ont été lancés par diverses organisations de la société civile congolaise et acteurs du développement. Nombre de ces initiatives sont liées aux politiques nationales de DDR et mis en œuvre en partenariat avec les autorités congolaises. Parmi les exemples d'actions, on peut citer la sensibilisation des groupes armés et combattants pour qu'ils se joignent aux processus formels de DDR, comme dans le cas du travail soutenu par la plateforme des Églises du Christ au Congo (ECC) et le *Mennonite Central Committee* (MCC) au Sud-Kivu, ou le soutien aux enfants démobilisés et aux projets de réintégration durable. D'autres actions consistent à intégrer les composantes du DDR dans des stratégies plus larges. Le programme *Tujenge Amani*, mis en œuvre par Action pour la paix et la concorde (APC) à Kalehe (Sud-Kivu), en est un exemple. Cette initiative se concentre sur la résilience des communautés face aux conflits, le dialogue social, le renforcement des capacités pour la transformation des conflits, le soutien socio-thérapeutique et le relèvement socio-économique des jeunes démobilisés et sans emploi. Ces programmes s'engagent directement auprès des communautés pour faciliter la réintégration des anciens combattants dans la société, mais ont un impact limité sur les dynamiques politico-militaires plus larges qui contribuent à la prolifération des groupes armés.

## **2.4 Un sujet sensible : l'auto-démobilisation**

Des études récentes ont révélé que de nombreux combattants démobilisés n'ont jamais fait partie des processus formels de DDR. Ceci n'est pas un phénomène inhabituel dans le contexte congolais et a été observé ailleurs (Kiyala 2015, Özerdem 2012, Ortega 2010). L'auto-démobilisation fait référence à la démobilisation par les combattants eux-mêmes, suite à la dissolution de groupes armés ou à une décision délibérée des combattants de partir ou de s'échapper. Elle peut se produire en temps de combat ou de paix, volontairement ou involontairement, et avec ou sans le consentement des commandants des groupes armés. L'auto-démobilisation reflète la capacité de mobilité et de circulation des combattants. Dans l'est de la RDC, de nombreux combattants actuels ont fait partie de différents groupes armés et/ou de l'armée congolaise au cours de leurs propres trajectoires militaires. Dans la plupart des cas, le passage d'un groupe à un autre implique un passage par la vie civile, souvent

en dehors de tout programme officiel de DDR ou de prise en charge. Une enquête récente menée auprès d'anciens combattants devenus chauffeurs de taxi-moto au Sud-Kivu offre des renseignements utiles sur cette auto-démobilisation (van Acker et al. 2021). La plupart des anciens combattants ont indiqué qu'ils n'avaient jamais participé à un programme officiel de DDR. Cela suggère que le contexte de la mobilisation et de la démobilisation peut être plus décisif que la conception de l'approche DDR. La clé d'une démobilisation réussie était le soutien de leur famille et de leur communauté, ainsi que la capacité individuelle à mobiliser le capital social. Dans la plupart des cas, les combattants ayant regagné leurs domiciles n'étaient pas socialement marginalisés ou exclus, mais se sont révélés être des membres actifs dans la vie de la communauté. Les liens sociaux et politiques avec leurs anciens camarades et supérieurs sont souvent restés intacts et constituent un facteur déterminant dans leur vie sociale et professionnelle.

Il ressort également de l'enquête que les combattants ont des avis partagés concernant le DDR formel. Si ceux qui ont bénéficié d'une formation ou d'un soutien économique ont amélioré leur situation socio-économique, d'autres sont fortement sceptiques, comme en témoignent nos entretiens sur dix ans. Cela confirme que lorsque la formation et le soutien matériel (que ce soit dans le cadre du DDR formel ou de programmes menés par des ONG) sont adaptés au contexte et aux intérêts des rapatriés, le DDR peut être durable. Surtout, l'enquête montre que le retour dans la société n'est pas seulement un événement mais un processus à long terme, avec des résultats souvent variables en fonction des trajectoires individuelles et du contexte social et politique. Simultanément, ces expériences individuelles illustrent également que la réussite de la réintégration dépend largement du contexte et que le risque de remobilisation est déterminé non seulement par la réussite des trajectoires individuelles, mais aussi par les conditions de sécurité existantes dans la communauté. Il s'agit là d'un constat important pour les futurs programmes de DDR, car il illustre une fois de plus que des perspectives de subsistance à long terme, que ce soit au niveau individuel ou communautaire, ne peut donner de bons résultats que si elle est liée à une amélioration durable des conditions de sécurité.

## Politique armée et démobilisation

Le conflit dans l'est de la RDC étant profondément enraciné, il est essentiel que les politiques de résolution des conflits, y compris le DDR, s'attaquent à ses moteurs et à sa logique sous-jacente. La dynamique du conflit violent et de la mobilisation armée a évolué et s'est multipliée au cours de plusieurs décennies. Si de nombreuses causes plus profondes n'ont pas disparu, sont restées sans réponse ou ont même été exacerbées, des causes intermittentes, des évolutions dépendantes du chemin parcouru et des dynamiques de confrontation mutuelle se sont ajoutées au fil des ans aux moteurs de mobilisation plus anciens. Des schémas structurels tels que les tensions autour de la terre, des ressources, de l'identité et du pouvoir politique local persistent, mais l'importance croissante accordée à la lutte armée en tant « qu'occupation » (Debos 2016) a conféré à la mobilisation armée un caractère cyclique et itératif, comme l'illustre la prolifération des groupes armés et des témoignages de combattants qui ont fini par ressembler à de véritables « *curricula vitae* » de rebelles.<sup>13</sup> Les groupes armés sont devenus partie intégrante de l'environnement social existant, en raison de leur caractère persistant.

La fragmentation continue de la géographie du conflit est l'observation la plus frappante. Depuis la fin formelle des guerres du Congo par l'accord de Sun City en 2002, il y a eu une tendance claire à l'augmentation du nombre et à la fragmentation des groupes armés, passant de 20 à 30 groupes belligérants au moment de la conférence de paix de Goma en 2008 à plus de 120 dans

---

<sup>13</sup> Cette idée est empruntée à Rachel Sweet.



les dernières cartographies du Kivu Security Tracker et des Nations unies.<sup>14</sup> En examinant de plus près, on constate une diversité considérable dans leurs motivations, leur ancrage social, leurs stratégies, leurs liens politiques et leur comportement (Stearns et Vogel 2015), et il est probable qu'ils ne sont pas plus de 20 à rassembler la capacité et la structure militaires nécessaires pour exercer une influence au-delà de zones spécifiques. Pourtant, au fil des ans, la plupart des groupes armés sont devenus un ingrédient clé des réalités quotidiennes locales, les efforts de démobilisation contribuant souvent à leur prolifération au lieu de la contenir. Nombreux groupes armés sont des acteurs dominants et persistants de l'ordre local et des intermédiaires du pouvoir dans la politique, le contrôle des ressources et les relations sociales. Ils sont de connivence avec les dirigeants politiques et coutumiers locaux et nationaux et utilisent différentes techniques et stratégies pour imposer ou maintenir leur autorité. Au niveau individuel, leur conduite peut être considérée comme un acte de rupture sociale, mais en même temps comme une expérience de constitution de nouveaux espaces sociaux, d'un nouveau mode de vie et d'une nouvelle identité pour ceux qui y participent ; pour les combattants, rejoindre des groupes armés est devenu autant un moyen de donner un sens à des réalités changeantes qu'une réponse aux menaces sécuritaires ou aux efforts de mobilisation (Vlassenroot et al. 2020).

À travers le prisme de deux effets entrelacés des processus de démobilisation précédents, le « retour circulaire » guidé par l'agentivité individuelle de combattant (Vlassenroot et al. 2020) et le « recyclage des rebelles » déclenché par la politisation structurelle des programmes de DDR (Vogel et Musamba 2016), cette section esquisse les moteurs politiques, sociaux et économiques de la mobilisation armée et examine deux logiques qui méritent une attention particulière en matière de DDR.

### **3.1 Les nuances de la mobilisation armée**

Si le nombre d'acteurs armés à l'est de la RDC ne cesse d'augmenter, les modèles de mobilisation ont changé au fil du temps. Les mouvements rebelles à grande échelle soutenus par l'extérieur et les coalitions de groupes

---

<sup>14</sup> Voir, par exemple, Kivu Security Tracker 2021 et MONUSCO non publié.

d'autodéfense nationalistes en milieu rural soutenues par des acteurs à Kinshasa qui ont caractérisé les guerres du Congo (1996-2003) ont été remplacés par des acteurs armés à petite échelle et principalement établis au niveau local (Vlassenroot et Verweijen 2017, Stearns et Vogel 2015).

La prolifération des groupes armés s'explique par trois dynamiques clés. Premièrement, les causes persistantes du conflit et de l'insécurité (accès aux ressources et au pouvoir, citoyenneté, politique identitaire et présence de groupes armés étrangers) continuent d'alimenter le besoin de protection et les revendications d'autodéfense. Deuxièmement, les groupes armés ont tissé des liens avec les élites politico-militaires au sein d'une compétition politique et économique militarisée au fil du temps. Cette « démocratisation de la politique militarisée » (Vlassenroot et Verweijen 2017) a eu pour conséquence que les élites locales s'appuient sur les structures armées pour renforcer leurs bases de pouvoir ou se repositionner dans l'arène politique nationale, et que les groupes armés investissent dans des alliances politiques pour accroître leur influence politique, leur autorité et leur accès aux ressources. Troisièmement, les tentatives de renverser la mobilisation armée par l'intégration militaire, les négociations offrant des dividendes de paix, les réponses militaires mal conçues et le manque concomitant d'incitations à résoudre les conflits ont contribué à cette prolifération.

Tout en évitant de proposer une typologie pour ces groupes, différents indicateurs expliquent aujourd'hui leur diversité et leur importance. Leur organisation militaire est l'un de ces indicateurs. La plupart des groupes armés qui opèrent actuellement à l'est de la RDC sont petits, faiblement structurés et ont une capacité militaire limitée. Seule une minorité de groupes armés peut être considérée comme militairement importante, avec un nombre considérable de membres, une organisation et une capacité militaire. Un deuxième indicateur est leur ancrage social. Un grand nombre de groupes armés contemporains ont pour objectif de protéger la communauté. Dans la plupart des cas, ces groupes restent relativement bien établis dans la société pour laquelle ils agissent en tant qu'armées communautaires ou groupes de défense locaux. Ces groupes utilisent l'insécurité et l'absence des forces armées congolaises ou la menace des groupes armés étrangers pour justifier leur rôle de forces de protection. Et enfin, il y a la présence de

revendications et d'agendas politiques explicites. Dans la plupart des cas, ceux-ci se limitent à la protection communautaire, mais cela n'empêche pas plusieurs groupes de légitimer leur existence par des revendications politiques explicites, allant de la création d'entités administratives spécifiques à des discours de bonne gouvernance. Toutefois, ces indicateurs ne rendent que partiellement compte des multiples raisons, ambitions et comportements des groupes armés. Les différentes structures incitatives, objectifs et comportements se chevauchent, ce qui rend difficile de proposer une typologie ou de donner un sens à l'insécurité générale qui règne à l'est de la RDC. De nombreuses études ont mis en évidence le caractère politique de la mobilisation armée à l'est de la RDC, et la mesure dans laquelle l'insurrection se nourrit de « l'ancrage social » des combattants (Stearns 2018) et dépend de comment les combattants naviguent différents champs sociaux (Musamba 2019).

Le fait de vivre dans un groupe armé représente un cadre de socialisation spécifique (mais pas unique). Ce cadre est largement influencé par l'histoire d'un groupe et les récits qu'il avance pour justifier son existence. Ceux-ci s'appuient sur une variété de questions, notamment la terre et les ressources, la politique identitaire, les tensions régionales, la marginalisation socio-économique, les trajectoires historiques, des logiques de représailles ainsi que l'influence des dirigeants. Ces récits façonnent aussi bien l'idéologie des combattants que leurs modes opératoires. Certains se battent pour des raisons commerciales, d'autres pour des raisons politiques (même s'il est difficile de faire la part des choses, car les objectifs déclarés et réels évoluent rapidement et se chevauchent, notamment en cas de coalitions ou de scissions). Si de nombreux groupes fonctionnent comme des forces d'auto-défense dans un périmètre limité, d'autres se concentrent sur des cibles ou ennemis spécifiques, indépendamment de leurs origines, et adoptent une posture plus expansive. Dans les deux cas, l'identité et l'autochtonie peuvent être des facteurs importants du comportement qu'ils adoptent. Si la grande majorité d'entre eux sont congolais, il existe une poignée de groupes armés étrangers, notamment les FDLR, les *Allied Democratic Forces* (ADF), Résistance pour un état de droit (*RED*)-*Tabara*, le Front national de libération (FNL) et le Ralliement unité et démocratie (*RUD*)-*Urunana*.

Compte tenu de la puissance militaire et de l'importance politique relatives des groupes armés étrangers, leur seule présence constitue, dans certains cas, un facteur clé suscitant la mobilisation armée au sein des communautés congolaises. Les groupes armés congolais ont souvent des répertoires différents de ceux des groupes étrangers, même s'il peut y avoir de nettes similitudes idéologiques, comme entre les FDLR et les groupes Nyatura opérant dans les territoires de Rutshuru et Masisi. Dans les zones peu peuplées, les groupes armés ont tendance à être plus petits et s'alignent souvent sur des belligérants plus puissants comme l'armée congolaise ou les FDLR, ou forment des alliances éphémères avec ces derniers. Certains groupes sont l'émanation de défections de l'armée, d'autres apparaissent par hasard lorsque des civils armés se tournent vers des entités plus structurées. Certains groupes se livrent au mysticisme, d'autres ont des idéologies politiques bien ancrées et d'autres encore combinent les deux. Certains groupes sont capables d'imposer leur loi et de revendiquer le contrôle du territoire, d'autres comptent sur des activités de guérilla comme mode de survie.

Cette situation a notamment pour conséquence la consolidation d'un ordre fragmenté et violent, avec des parties importantes de la population rurale vivant sous l'influence de groupes armés. Pour mieux cerner l'impact de la présence des groupes armés, il faut donc cesser d'analyser la mobilisation armée comme une simple question de sécurité et considérer les groupes armés comme étant façonnés par les structures sociales dont ils émergent et avec lesquelles ils sont liés, mais aussi comme des acteurs qui remodelent ces espaces sociaux dans le cadre de leur action. Les groupes armés font partie d'ordres sociaux et politiques volatils marqués par des degrés divergents de conformité et de résistance à l'autorité publique. Leur comportement interfère avec celui d'autres acteurs, notamment les chefs coutumiers, les fonctionnaires locaux, la société civile ou les groupes rivaux. Les groupes armés s'engagent dans différentes facettes de la vie sociale, notamment les économies de subsistance, le commerce et les échanges, la justice et le pouvoir coutumier, ainsi que la politique électorale.

Dans leurs tentatives de projection du pouvoir, ils font souvent référence à l'État et font usage des symboles et pratiques de l'État. Dans la mesure où les groupes armés s'engagent dans des combats avec les forces

gouvernementales, ils peuvent également assurer un ordre de type étatique qui, paradoxalement, permet à d'autres représentants de l'État d'opérer, ce qui contribue à expliquer pourquoi ces derniers sont souvent disposés à collaborer et à négocier leur statut étatique avec les groupes armés. Les aspirations territoriales sont un élément clé de ces processus, même si elles fluctuent souvent, passant d'un contrôle visible direct à une influence cachée, d'un contrôle territorial total à un contrôle limité à des zones névralgiques ou à des points de passage obligés. En outre, la dynamique territoriale du contrôle des groupes armés dépend du caractère transitoire de la mobilisation, comme par exemple chez les groupes qui ne disposent pas d'une « armée permanente », ou de la variabilité des points de contrôle (Muzalia et al. 2021) et d'autres techniques de gouvernance et de contrôle de la sécurité. Le contrôle territorial peut également faire l'objet d'un chevauchement ou être partagé avec les autorités gouvernementales. Il est très volatile et peut varier rapidement.

### **3.2 Retour circulaire : Problèmes de planification apolitique**

L'agentivité de combattant et les logiques sociales de la (dé)mobilisation constituent un angle sous-exploré pour comprendre la mobilisation armée et les défis liés au DDR. Les programmes de DDR passés ont adopté des solutions techniques, ignorant les dynamiques sociales de la mobilité des combattants. En projetant une image téléologique et en suggérant qu'il existe une différence nette entre les combattants et les civils, ces programmes ont considéré la démobilisation comme un processus linéaire par lequel tout participant retournera automatiquement à la vie civile. En même temps, ces programmes ont souvent eu tendance à réduire le cycle de mobilisation et de démobilisation à un défi sécuritaire, ignorant ainsi largement la complexité des dynamiques sociales sous-jacentes qui alimentent ces cycles.

La mobilité des combattants dans l'est de la RDC entre la vie civile et la vie de combattant est souvent permanente et se traduit par une forte capacité à naviguer dans différents espaces sociaux. Cette condition permanente de « retour circulaire » entre le combat armé et la vie civile est guidée par de multiples motifs, des incitations individuelles et collectives, et définit la

manière dont les combattants répondent aux dynamiques politiques ou sécuritaires, aux campagnes de mobilisation et de démobilisation, ou à leurs propres soucis ou ambitions personnelles. La mobilisation armée fait partie de processus de socialisation plus larges dans lesquels les groupes armés eux-mêmes forment des espaces sociaux relativement autonomes avec leurs propres règles, procédures, relations et hiérarchies qui influencent le comportement de leurs membres et les relations entre eux et avec leur environnement social. Pour les combattants, les groupes armés offrent ainsi des sphères d'action et espaces d'opportunité (Vlassenroot et al. 2020).

Un retour définitif dans les communautés d'origine peut se traduire par une perte relative de la capacité à mobiliser ces opportunités, comme l'illustre la marginalisation et le sentiment de frustration souvent ressentis après la démobilisation. Le retour au combat, dans ce sens, peut être interprété comme une nouvelle revendication de ce qui a été perdu à la suite de la démobilisation. Cela permet de comprendre pourquoi le fait de faire partie de différents espaces sociaux (civils et militaires) est devenu une condition de vie persistante pour de nombreux combattants, guidés par une interaction complexe entre les dynamiques sociales et politiques, les besoins et griefs collectifs ainsi que les intérêts individuels. Pourtant, cette mobilité pendulaire ne plaît pas à tout le monde, et certains de ceux qui ont bénéficié des processus formels de DDR préfèrent ne pas retourner au combat par crainte de perdre ces acquis. Cela n'empêche toutefois pas les anciens combattants d'être à nouveau exposés à l'insécurité et à la mobilisation armée qui en découle, comme dans le cas de Raia Mutomboki, qui est apparu en réponse aux attaques des FDLR à Shabunda et Kalehe vers 2010. Dans d'autres régions, notamment dans la plaine de la Ruzizi au Sud-Kivu, l'insécurité généralisée a conduit à des situations similaires :

Je ne suis pas seul, nous sommes nombreux et vivons sans problèmes, même ceux qui continuent à faire partie de groupes armés n'ont aucun problème pour rentrer chez eux. Cette réalité est très visible ici, où parmi une centaine de jeunes, vous pouvez facilement en trouver soixante-dix qui ont repris les armes.<sup>15</sup>

---

<sup>15</sup> Entretien avec un ancien combattant, Kiziba, 28 mars 2021.

L'agentivité de combattant et la capacité à naviguer entre les espaces sociaux sont souvent ignorées dans les processus de DDR. Ils ont tendance à partir de l'idée que de tels programmes peuvent fonctionner dans le vide au milieu des dynamiques politiques environnantes, y compris la persistance et l'évolution des conflits, qu'il s'agisse de ressources, de pouvoir politique local ou d'identité. Par conséquent, lorsqu'il s'agit du potentiel de retour dans la société, la situation socio-économique individuelle est souvent sous-estimée. Cependant, lorsque la réintégration signifie la perte du capital social et économique, elle remarginalise les combattants (Utas 2005), laissant le retour au combat comme une alternative envisageable (Vlassenroot et al. 2020). En ce sens, avoir été combattant une fois offre la possibilité de naviguer entre les espaces sociaux de la vie de combattant et la vie civile et même d'utiliser les deux rôles simultanément. Cela affecte également l'interaction entre les forces de sécurité régulières et irrégulières. Dans les zones où des opérations militaires sont en cours, les défections des troupes gouvernementales et des groupes armés sont un phénomène régulier.

Si les hauts plateaux d'Uvira et de Fizi au Sud-Kivu (Verweijen et al. 2021) sont un exemple, il y en a d'autres comme la zone reliant Masisi, Walikale et Lubero au Nord-Kivu (Congo Research Group 2020, Sungura et al. 2021). Dans ces régions, les alliances fragiles entre groupes armés et la pratique de l'armée consistant à utiliser des forces par procuration contre les ennemis ont déclenché une nouvelle mobilisation des combattants qui avaient déjà suivi des programmes de DDR. Par ailleurs, les faiblesses logistiques et programmatiques des efforts de DDR ont laissé les combattants peu confiants dans le DDR formel et les ont incités à reprendre les armes. En outre, les schémas de stigmatisation, de vengeance et de harcèlement, tant par les forces de sécurité gouvernementales que par les groupes armés qu'ils ont quittés, constituent un obstacle supplémentaire pour les anciens combattants désireux de se réintégrer dans la vie civile :

Depuis que je suis retourné à Kanyabayonga après avoir participé au programme de DDR de la MONUSCO à Goma, j'ai même dû vendre mes chaussures. Je vis avec la communauté, sauf qu'en tant que démobilisés, les unités locales des FARDC à Bwito nous font souffrir. Certains soldats de notre communauté détruisent même nos documents de démobilisation. Heureusement,

après environ sept mois, la communauté a progressivement commencé à nous accepter, même si notre principal problème reste les soldats FARDC.<sup>16</sup>

Comme le souligne un interlocuteur dans le Lubero, ces discriminations peuvent être un facteur clé favorisant le retour aux groupes armés dans les zones affectées par l'insécurité persistante :

Le plus grand problème actuel est l'arrestation des anciens combattants par les services de sécurité, qui les poussent à retourner dans les groupes armés, au lieu que ces mêmes services réfléchissent à la manière de les impliquer pour le bien du pays en les intégrant par exemple dans les services de renseignement, après les avoir formés.<sup>17</sup>

Si ces incidents touchent généralement les anciens combattants qui se sont auto-démobilisés et ne disposent pas de la documentation et de la protection institutionnelle liées au DDR officiel, ils n'épargnent pas ceux qui ont suivi les programmes du gouvernement et des Nations unies. Si ces questions soulignent les difficultés de la réintégration, elles mettent également en évidence les limites des capacités de navigation des combattants entre les différents espaces sociaux, ce qui constitue une contrainte supplémentaire au DDR. La décision de faire partie d'un groupe armé a également un impact sur leur position dans d'autres espaces sociaux, ce qui compromet les chances de réintégration sociale et les revendications d'un statut légitime dans la société.

### **3.3 Recyclage des rebelles : Problèmes d'une mise en œuvre politisée**

La mise en œuvre politisée et l'influence des services de sécurité sur les programmes DDR constituent un élément additionnel pour expliquer les problèmes des processus DDR passés. Par opposition au concept du retour circulaire qui met en avant l'agentivité de combattant et l'importance de multiples champs sociaux dans lesquels naviguent les combattants actuels et anciens, le « recyclage des rebelles » fait référence aux déficiences structurelles des programmes DDR, et à leur politisation ultérieure (Vogel et Musamba 2016).

---

<sup>16</sup> Entretien avec un ancien combattant, Kanyabayonga, 30 mars 2021.

<sup>17</sup> Entretien avec un employé d'une ONG, Kanyabayonga, 28 mars 2021.



Dès le début des processus formels de DDR en RDC, le contexte politique n'était pas favorable à leur réussite. Invoquant des discours selon lesquels la démobilisation mettrait en danger leurs communautés, les élites politiques et coutumières se sont empressées de convaincre les combattants récemment démobilisés de revenir. L'interaction complexe entre les élites et les groupes armés continue de compromettre la démobilisation et a contribué à une démocratisation de la politique militarisée (Vlassenroot et Verweijen 2017). Ce phénomène est surtout observé lors des périodes intenses de concurrence politique, comme les élections, mais aussi à la suite de nouvelles opportunités de DDR, lorsque les dirigeants politiques visent à maintenir leurs alliés armés en place, comme l'a encore illustré l'annonce du P-DDRCS.<sup>18</sup> Le recyclage des rebelles, c'est-à-dire la reprise des armes sous l'impulsion des élites, est souvent lié au positionnement des dirigeants politiques et militaires lors des négociations de paix. Les groupes armés dissous ou précédemment inexistant ont tendance à considérer les conférences de paix ou les programmes de DDR imminents (la conférence de Goma en 2008, par exemple) comme une opportunité de constituer des mouvements armés comme leviers politiques ou économiques. Poussées par une stratégie de positionnement, les élites ont eu recours à la création de groupes armés (parfois seulement sur le papier, avec des demandes de grades ou de postes politiques, mais parfois aussi par le biais d'un renforcement militaire effectif) dans une tentative de tirer parti des dividendes de la paix. Souvent, ces créations ex nihilo mettent à mal des communautés comptant de nombreux anciens combattants et se transforment en prophéties auto-réalisatrices. Un exemple est celui des Mai-Mai Shikito entre 2006 et 2008. Si les fondateurs de ce groupe n'ont finalement pas réussi à amasser des avantages importants lors de la conférence de Goma, ses instigateurs politiques n'avaient pas les moyens financiers et politiques de garder leur groupe sous contrôle. Ses commandants sur le terrain ont donc pris les choses en mains et ont commencé à mener des opérations pour maintenir le mouvement (Vogel et Musamba 2016). Il arrive également que des commandants qui avaient été absorbés avec succès, mais qui n'étaient pas satisfaits des grades et fonctions opérationnelles qui leur étaient attribués dans l'armée, relancent des groupes armés :

---

<sup>18</sup> Entretiens avec différents interlocuteurs, Bukavu 14 octobre 2021.

Je connais plusieurs commandants qui avaient obtenu des postes au sein de l'armée congolaise et qui sont repartis rejoindre ou créer un groupe armé en raison de l'injustice qu'ils ont subis au sein des FARDC.<sup>19</sup>

Si la politique d'intégration massive de l'armée s'est officiellement arrêtée en 2010, elle a créé un précédent qui a continué à affaiblir les efforts de démobilisation depuis lors. Au cours du troisième programme national de DDR qui a débuté en 2014, l'ingérence de l'armée dans ce qui, sur papier, était censé être un processus de réintégration uniquement dans la vie civile était monnaie courante. Si le désarmement et la démobilisation restaient sous le contrôle de l'armée, ces activités étaient censées se terminer par un effort de réintégration mené par des civils, qui mettait l'accent sur la formation professionnelle avant le retour des anciens combattants chez eux. Toutefois, pour des raisons logistiques, la majeure partie du programme a été mise en œuvre dans des camps de transit et de préparation contrôlés par l'armée, ainsi que dans de grandes bases militaires situées en dehors des régions d'origine des combattants. Dans un contexte de mauvaise gestion, de suivi insuffisant et de fin soudaine du financement, des milliers de combattants démobilisés se sont retrouvés coincés dans des bases telles que Kitona et Kamina, où ils ont été rassemblés par des officiers supérieurs de l'armée qui ont commencé à constituer de nouvelles unités à déployer lors d'opérations ultérieures. Cette pratique était initialement populaire, de nombreux combattants étant déjà sceptiques à l'égard de la réintégration civile, compte tenu de la faible qualité de la formation professionnelle et des nouvelles décourageantes de ceux qui étaient déjà rentrés chez eux. Nombre d'entre eux ont volontairement rejoint les nouvelles unités semi-officielles dans l'espoir d'obtenir des grades ou des postes, tandis que d'autres visaient à obtenir l'amnistie. Comme pour l'intégration générale dans les années 2000, cela s'est avéré très problématique. Comme le reflètent les lois congolaises et les directives internationales (y compris celles des Nations unies), il existe un large consensus selon lequel le DDR ne doit pas conduire à l'amnistie pour les crimes capitaux. En outre, le recrutement de l'armée est organisé légalement par un certain nombre de lois qui stipulent des appels ouverts, le consentement et une série de critères relatifs à l'âge, à l'éducation et à l'aptitude.

---

<sup>19</sup> Entretien avec un ancien combattant, Luofu, 3 avril 2021.

Ces schémas de recyclage ont encore érodé la confiance dans les programmes de DDR. Les anciens combattants oubliés dans les bases militaires ou abandonnés ailleurs ont à plusieurs reprises protesté ou fait défection des camps, tels que Mubambiro et Rumangabo au Nord-Kivu et Nyamunyune au Sud-Kivu. D'autres ont invoqué un traitement inhumain, notamment le manque de nourriture, de médicaments et d'informations, pour justifier leur reprise des armes. Des cas similaires se sont produits dans le contexte spécifique du processus de paix FRPI en Ituri (Bouvy et al. 2021).

Les enfants redoutaient l'armée au début des guerres, mais aujourd'hui, tout le monde est un combattant et les gens n'ont plus peur. Les gens peuvent partir et rejoindre des groupes armés et rester en attente et nous défendre en cas de besoin, car nous sommes dans une situation difficile.<sup>20</sup>

Cette section s'appuie sur des études récentes de cas pour mettre en évidence les obstacles contemporains et contextuels à la réussite du DDR. À travers trois exemples, elle illustre les diverses géographies sociales des groupes armés, ainsi que la spécificité contextuelle des revendications, motivations et parcours des belligérants. Elle met également en évidence les différences et similitudes en ce qui concerne la volonté (ou son manque) des combattants de participer à des programmes de démobilisation. Les trois illustrations rassemblent des exemples du Sud-Kivu (les Twirwaneho dans les territoires de Fizi et Uvira) et du Nord-Kivu (les Nyatura dans les territoires de Masisi et Rutshuru, et les Mazembe dans les territoires de Lubero).

Le contexte sécuritaire dans le sud du territoire de Lubero et dans certaines parties du territoire adjacent de Rutshuru constitue un premier exemple. Dans un contexte d'antagonismes historiques existants, plus particulièrement entre la communauté Nande et Kobo et les FDLR rwandaises ainsi que les civils hutu qui leur sont associés, des évolutions militaires récentes ont conduit à l'émergence d'une nouvelle classe de groupes armés dirigés par les Nande et connus sous le terme générique Mazembe. Cette classe

---

<sup>20</sup> Entretien avec un fonctionnaire du gouvernement, Madegu, avril 2021.

de groupes, avec ses alliés basés à Walikale et avec le soutien de l'armée congolaise, a réduit l'influence des FDLR et du RUD-*Urunana* dans la région. La section 4.1 illustre cependant comment les programmes de DDR passés et la méfiance envers le gouvernement central continuent de susciter des réticences à l'égard des futurs programmes de démobilisation. Bien que la transition politique nationale qui a suivi les élections de 2018 ait coïncidé avec une grande vague de redditions en 2019 (comme nous l'avons vu plus haut), un nombre important d'anciens combattants Mazembe ont depuis disparu des camps de transit où ils avaient attendu vainement un soutien et une réintégration.

Dans un deuxième exemple, nous abordons le complexe sécuritaire sur les hauts plateaux d'Uvira et de Fizi, où la zone autour de Minembwe est un foyer de mobilisation de longue date, largement centré sur des récits identitaires. En 2015, après plusieurs périodes historiques de contestation et de violence, un conflit ouvert a éclaté et a créé un contexte hautement volatile jusqu'à aujourd'hui. Le conflit actuel implique un acteur armé collectif, les *Twirwaneho*, qui se disent être un groupe d'autodéfense composé de Banyamulenge et rassemblent des jeunes locaux ainsi que des anciens combattants de groupes armés précédents et déserteurs de l'armée, comme son chef Michel Rukunda Makanika. Des anciens combattants Banyamulenge du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) et des FRF qui ont depuis intégré les forces de sécurité congolaises ou qui ont déserté et sont susceptibles d'avoir rejoint à nouveau la lutte armée. Ces dernières années, les *Twirwaneho* se sont surtout engagés dans des affrontements avec des *Maï-Maï* et des unités de l'armée congolaise. La section 4.2 illustre le fait que le groupe justifie son existence essentiellement par des préoccupations de sécurité communautaire, en se présentant comme une force de protection des vies, des vaches et des biens des Banyamulenge, et qu'il observe le nouveau P-DDRCS avec méfiance, ce qui pourrait affecter la protection de la communauté.

Le troisième exemple porte sur les Nyatura, un ensemble de groupes armés recrutant des hutu congolais. L'histoire de ces groupes remonte au début des années 1990, avec plusieurs vagues de mobilisation menant à différents débouchés armés. La section 4.3, qui se penche sur un groupe Nyatura

spécifique, s'intéresse à la dynamique urbaine de la démobilisation. Elle illustre comment l'héritage des échecs du PNDDR III et le cantonnement, sans programme, des combattants dans des camps de transit tels que Mubambiro, près de Goma, poussent de nombreux anciens combattants dans des conditions sociales très précaires et incitent même à une nouvelle mobilisation. N'ayant pas été pris en charge à Mubambiro, beaucoup sont retournés dans leurs villages, d'autres ont rejoint des groupes armés, tandis que certains sont restés en attente, croyant qu'ils seraient intégrés dans les FARDC. Un nombre important d'anciens combattants du groupe Nyatura Collectif de mouvements pour le changement (CMC) se sont dissimulés dans différents quartiers de Goma, essayant de joindre les deux bouts sans pour autant couper tout lien avec leur groupe. Lorsque le CMC s'est scindé en deux factions en 2021, le rôle de messagers des anciens combattants basés à Goma est devenu très pertinent, même s'il comportait des dangers particuliers pour les personnes concernées.

Ces trois exemples reflètent différentes nuances de la politique armée et soulignent la manière dont le contexte détermine la volonté de se (dé)mobiliser. De plus, et comme l'a également démontré l'aperçu des initiatives de démobilisation formelles et autonomes passées, les trois cas mettent en évidence un certain nombre de limites et obstacles potentiels du programme P-DDRCS. De nombreux combattants concernés par le nouveau programme n'ont pas eu la chance de participer au DDR par le passé malgré leur bonne volonté. Ils se sont retrouvés coincés dans des camps de transit sans programme ni soutien, ou ont choisi de structurer leurs propres voies de retour circulaire indépendamment de tout programme formel. Si ces trois cas peuvent difficilement être généralisés à la panoplie de plus de 100 belligérants dans l'est de la RDC, ils en ressortent des points communs. L'une des principales conclusions est que le DDR formel, tel que le futur P-DDRCS, n'est qu'une manière de la démobilisation. Les combattants agissent de leur propre chef lorsqu'ils décident de rejoindre, de quitter ou de rester dans un groupe armé, tel que décrit dans la notion de retour circulaire. Ces choix peuvent être individuels même s'ils sont influencés par le contexte, les possibilités et l'environnement social. En outre, les mécanismes de recyclage interviennent au niveau social, comme le démontrent tous les cas, qu'il s'agisse de leaders Banyamulenge ralliant leur communauté pour

l'autodéfense, des anciens Nyatura s'entraîdant pour se cacher à Goma, ou des anciens Mazembe rendant compte à leurs camarades du manque de soins à Mubambiro. De telles dynamiques, en plus des variables contextuelles, devraient être les points de départ de tout effort de démobilisation réussi.

## **4.1 Mazembe : alliances fragiles et enjeux de négociation**

Le terme générique « Mazembe » fait référence à un ensemble de groupes armés opérant dans et autour du territoire de Lubero au Nord Kivu. Bien que leur mobilisation soit fortement conditionnée par les récents changements dans la politique armée de la région, beaucoup de ces groupes peuvent, en partie, retracer leur généalogie jusqu'aux premiers groupes Maï-Maï d'origine Nande, comme les Bangilima et les Kasindiens au début des années 1990, et jusqu'aux anciens chefs rebelles clés comme Fabien Mudoghu, Vita Kitambala ou Lolwako Pokopoko. Si ces acteurs ont joué un rôle géopolitique important dans le contexte de la deuxième guerre du Congo (1998-2003), lorsque la zone du Grand Nord couvrant Lubero et Beni était largement contrôlée par la rébellion RCD-Kisangani/Mouvement de libération (K/ML) de Mbusa Nyamwisi, la mobilisation s'est fragmentée ces dernières années. Entre 2009 et 2013, le seul groupe important dans la région était le groupe armé UPCP de Kakule Sikuli Lafontaine, issu de l'ancien PARECO. Collaborateur enthousiaste des FDLR et du RUD-Urunana basés dans le sud de Lubero, Lafontaine a été confronté à des problèmes croissants de légitimité parmi les populations de Lubero, ce qui a conduit à la désintégration de son mouvement vers 2014, ouvrant la voie à la création des factions ultérieures Mazembe ainsi qu'à l'arrivée de la rébellion NDC-Rénové en provenance de Walikale.

### **ORIGINES ET PREMIÈRES ALLIANCES ENTRE LES MAZEMBE**

S'il existe quelques points d'interrogation quant à la naissance du terme Mazembe (rappelant l'équipe de football de Lubumbashi, souvent imbattable en RDC), les différentes factions souscrivant à cette étiquette plus large, depuis 2015, recrutent toutes en partie parmi les anciens groupes Maï-Maï qui ont été impliqués dans les générations précédentes de mobilisation dans la région de Lubero. En outre, quelques dynamiques convergentes

ont fourni une motivation supplémentaire aux combattants pour rejoindre le nouveau groupe émergent :

Premièrement, ces nouveaux groupes armés se sont appuyés sur le sentiment anti-FDLR et anti-hutu qui existait depuis longtemps, après des années de présence des FDLR dans cette région... Deuxièmement, la rentabilité des revenus tirés de l'exploitation minière, du bois et de la taxation a fortement incité les jeunes chômeurs et anciens combattants Mai-Mai à rejoindre les rangs de cette nouvelle milice (Congo Research Group 2020).

La principale faction Mazembe était, entre 2015 et 2018, l'Union du peuple pour la défense des innocents (UPDI), un groupe armé originaire des régions d'Ikobo (Walikale) et de Baofu (Lubero) et dirigé par Marungu Muliro. L'UPDI a ensuite été absorbé par le Nduma Défense du Congo (NDC)-Rénové et son dirigeant a été tué dans des circonstances peu claires. Par la suite, l'UPDI a été dirigée par Kitete Bushu et a connu une scission importante lorsque le commandant Kasereka Kasyano « Kabidon », un ancien fabricant de *dawa* et confident de Lafontaine, ont fait défection pour créer le Front patriotique pour la paix/Armée du peuple (FPP/AP), la deuxième grande faction Mazembe.

L'UPDI est devenu insignifiant à la mort de Kitete et Kabidon est resté le principal dirigeant Mazembe à Lubero. Bien que les objectifs aient pu changer, la lutte contre les FDLR et d'autres forces « étrangères » a été la légitimation initiale de l'ensemble des groupes Mazembe, souvent éphémères. Cette justification, expliquait feu Kitete Bushu de l'UPDI, se limite aux combattants rwandais actuels et n'inclurait pas les hutu congolais installés à Lubero depuis plusieurs décennies. Toutefois, diverses vagues de violence, notamment une série de massacres à Miriki et Luhanga, ont remis en question ces déclarations. De 2015 à 2017, le groupe a travaillé en harmonie avec le NDC-Rénové de Guidon Shimiray, venu de Walikale dans le but d'expulser les FDLR. Plus tard, cette collaboration s'est détériorée, en partie à cause de la concurrence pour les mines d'or le long des rivières du territoire de Lubero. D'autres groupes Mai-Mai dominés par les Nande, comme l'UPLC dans la région de Beni, entretiennent des relations amicales avec les dirigeants Mazembe et ont parfois essayé de les rallier aux opérations anti-ADF. Si les groupes Mazembe tels que l'UPDI et le FPP/AP mettent en avant leur soutien



populaire et leur proximité avec les populations civiles qu'ils protègent, les activistes de droits humains ont déploré l'utilisation généralisée d'impôts de capitation (similaires à celles du NDC-Rénové).

## **FRAGMENTATION INTERNE ET ALLIANCES MALENCONTREUSES**

Entre 2018 et 2020, des conflits internes et luttes intestines ont porté un coup dur à l'univers plus large de Mazembe, seul le FPP/AP est parvenu à rassembler un groupe assez important à partir de 2021. En outre, comme d'autres groupes Mai-Mai dans l'est de la RDC, les factions Mazembe ont souvent conclu des coalitions en tant que partenaires juniors, soit avec de grands groupes armés tels que le NDC-Rénové, soit avec l'armée congolaise elle-même (Congo Research Group 2020). Le conflit interne le plus important, si l'on fait abstraction du recrutement de Marungu par Guidon Shimiray qui a marqué la fin de facto de la première génération de l'UPDI début 2016, a peut-être été la scission entre Kabidon et Kitete, les deux principaux dirigeants d'antan du mouvement. Soutenu par les chefs coutumiers et motivé par la prétendue trahison des idéaux Mai-Mai par Kitete, Kabidon a dénoncé les violations de son ancien patron et rallié l'opinion publique locale. Ayant augmenté en nombre et acquis une plus grande puissance de feu, le FPP/AP a ensuite lancé des opérations contre l'UPDI, conduisant à l'élimination de Kitete et d'autres commandants. Les autres combattants de l'UPDI se sont dispersés, se sont rendus à la MONUSCO ou ont rejoint le FPP/AP. La généalogie éphémère de Mazembe fait écho à l'évolution des groupes armés localisés dans d'autres parties des Kivus, où la mobilisation et la démobilisation sont les deux faces d'une même médaille. Il est donc difficile d'évaluer dans quelle mesure l'effondrement de groupes tels que l'UPDI et d'autres conduira à une démobilisation durable ou déclenchera des dynamiques de recyclage et de retour circulaire.

### **« VOUS NE SEREZ PAS INTÉGRÉS DANS LES FARDC »**

En réponse aux pressions exercées par l'armée et d'autres groupes armés, ainsi qu'en raison des luttes intestines entre les groupes Mazembe, de nombreux combattants de l'UPDI ont fini par passer par le camp de Mubambiro qui sert de transit dirigé par l'armée où sont menées les opérations de désarmement avant de transférer les combattants vers Kamina, Kitona ou d'autres sites de DDR. Entre 2016 et 2019, nombre d'entre eux ont intégré les FARDC

dans le système d'intégration informelle décrit précédemment. Cependant, une surveillance accrue, les rumeurs d'un nouvel effort global de DDR ainsi que le recalibrage même de l'armée suite aux événements clés de 2019 ont mis un terme à ces pratiques.<sup>21</sup> Une conséquence directe, étant donné l'absence de perspective d'un nouveau programme de DDR à la fin de 2021, a été une augmentation des défections de ces camps militaires transitoires. Si certains d'entre eux sont retournés dans les groupes armés, d'autres se sont retrouvés coincés dans les principaux pôles périurbains de Lubero, comme Kanyabayonga :

Rien n'a été fait en faveur des anciens combattants. Ils sont abandonnés à leur sort. En fait, nous nous demandons pourquoi il n'y a jamais eu de programme sérieux de DDR. Même le DRRR des Nations unies n'a fourni que des aides ponctuelles, sans véritable soutien ni suivi.<sup>22</sup>

En résumé, l'évolution des groupes Mazembe se présente comme une hyperbole de la dynamique de (dé)mobilisation au sens large. Enracinés dans des généalogies plus longues d'insurrection et de résistance, ces groupes ont commencé avec un programme principalement axé sur l'autodéfense, mais se sont rapidement embourbés dans des querelles de leadership et dynamiques de conflit plus vastes qui ont conduit à leur désintégration et influencé la position politique de leurs commandants aussi bien que de leurs partisans. L'histoire de Mazembe est celle d'une mobilisation et d'une démobilisation étonnamment rapides, ce qui reflète la lenteur du développement et du déploiement des programmes DDR. Comme dans d'autres régions, la possibilité offerte par la période postélectorale début 2019 a permis aux combattants de Lubero de déposer les armes. Cependant, en l'absence d'un effort de DDR plus large, il est probable que ces combattants s'auto-démobilisent pour la plupart ou restent potentiellement en attente.

---

<sup>21</sup> Ces événements englobent (sans s'y limiter) l'élection du président Felix Tshisekedi, le décès du général Delphin Kahimbi, la rétrogradation du général John Numbi et la permutation du général Gabriel Amisi à des fonctions non opérationnelles.

<sup>22</sup> Entretien avec un agent des services de renseignement, Kanyabayonga, 30 avril 2021.

## 4.2 Twirwaneho : dilemmes de sécurité et résistance à la démobilisation

À partir de 2015, des tensions se sont multipliées dans les hauts plateaux reliant Uvira, Fizi et Mwenga au Sud-Kivu. Au cours de cette période, les tensions politiques et communautaires locales de longue date se sont mêlées aux retombées des élections burundaises contestées de la même année. L'arrivée de groupes armés burundais, ainsi que le déploiement transfrontalier régulier des forces gouvernementales burundaises, ont contribué à remodeler les alliances et en même temps l'animosité entre les groupes armés Maï-Maï, Banyamulenge et groupes étrangers actifs dans la région. Sur les hauts plateaux autour de Minembwe et Bijombo, marqués par des dilemmes de sécurité locale de longue date ainsi que par la militarisation et les conflits fonciers et pour le bétail, l'impact de la politique régionale a fusionné avec les moteurs de conflit sous-jacents qui, pendant de nombreuses années, ont attisé les conflits politiques et économiques locaux, aliénant les communautés et nuisant à la cohabitation. C'est ainsi qu'en fin d'année 2015, la situation sécuritaire précaire est devenue incontrôlable, tandis que les manipulations politiques s'intensifiaient de toutes parts. Si les Banyamulenge armés se regroupaient auparavant sous le nom de Gumino, en quelque sorte successeur des anciens FRF, les impératifs tactiques et la longue durée des divisions politiques ont conduit à la consolidation du mouvement décentralisé Twirwaneho (Stearns et al. 2013, Verweijen et al. 2021).

### CONTINUITÉS DE LA VIOLENCE SUR LES HAUTS PLATEAUX

Le groupe Twirwaneho est apparu vers 2008, en partie en réponse aux différents groupes Mai-Mai qui se sont alliés pour piller le bétail appartenant à la communauté Banyamulenge. Également orthographié « *Twigwaneho* », ce terme se traduit par « défendons-nous » et désigne une structure armée semi-autonome axée sur la protection du bétail et des éleveurs issus de la communauté Banyamulenge, à laquelle elle est étroitement liée. Dans le but de contrer les raids fréquents sur le bétail, le premier groupe d'auto-défense portant le nom de Twirwaneho a été créé en 2008 par Rabani Ntagendererwa Musemakweli (Verweijen et al. 2021). Le groupe a organisé des contre-attaques contre les incursions des Maï-Maï principalement en 2008 et 2009, avant de disparaître pendant quelques années (Verweijen et

al. 2021) et de laisser le rôle de premier plan au groupe armé Gumino, un mouvement plus structuré, mais dont le soutien est plus variable au sein de la communauté.

Le fait de recourir à la protection armée et de constituer des groupes armés pour se protéger n'est pas une nouveauté chez les Banyamulenge et remonte à leur participation à l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL), au RCD et à d'autres groupes armés antérieurs comme les FRF ou Gumino. Le terme Twirwaneho lui-même puise dans une histoire plus large d'autodéfense. Comme le soulignent Brabant et Nzweve (2013), la nécessité de protéger le bétail est connue au moins depuis l'époque de la rébellion des Mulelistes dans les années 1960 et se manifeste chaque fois que le besoin de protection se fait sentir. Lorsque les combattants Simba des communautés voisines, ayant été vaincus, ont pénétré dans les Hauts Plateaux à la recherche d'un refuge en 1966, certains d'entre eux ont lancé des raids visant le bétail des Banyamulenge. Les jeunes Banyamulenge, qui avaient initialement soutenu la rébellion Simba, se sont alors retournés contre cette dernière et ont rejoint la force d'autodéfense *Abagiryé* (« guerriers ») déjà existante, composée de jeunes volontaires. S'inspirant des premiers *Abagiryé*, les Banyamulenge se sont mobilisés pour se défendre des groupes armés émergents dans les communautés voisines, sous la direction de Musemakweli vers 2008 (Brabant & Nzweve 2013 : 90).

Pourtant, la protection du bétail n'est pas la seule raison de la mobilisation armée dans la région. En 1996, les Banyamulenge ont rejoint les rébellions de l'AFDL et du RCD, où ils ont porté le poids des opérations, ce qui a suscité le ressentiment des autres communautés congolaises. Le fait que les Banyamulenge aient été qualifiés de cinquième colonne de Kigali a conduit à leur stigmatisation par d'autres Congolais et à un conflit entre les dirigeants Banyamulenge et leurs anciens partenaires rwandais, lorsque, après la guerre du RCD, ils se sont sentis instrumentalisés puis abandonnés par Kigali. En 2003, le processus de réunification qui a suivi les guerres de l'AFDL et du RCD a déclenché une série de menaces réelles et perceptibles pour la sécurité des Banyamulenge, ainsi qu'un certain nombre de revendications politiques auxquelles ils ont répondu par la création de leurs propres groupes armés très visibles et structurés à l'époque (Stearns et al. 2013). Cependant, il existait

déjà en parallèle des unités militaires ad hoc moins formalisées, comprenant des anciens combattants ayant participé à la CONADER, des anciens combattants de l'époque du RCD et des vétérans de l'époque muleliste. Si certains membres de la bourgeoisie militaire Banyamulenge ont poursuivi des carrières militaires vénérées, d'autres ont fait des allers-retours ou sont surtout restés du côté des forces armées irrégulières, notamment les Forces républicaines fédéralistes (FRF). Ce groupe, qui était initialement un mouvement politique créé en 1998 pour s'opposer à Kigali et promouvoir une vision fédéraliste de l'organisation territoriale du Congo, s'est transformé en un mouvement politico-militaire en 2007 jusqu'à ce que le groupe abandonne la lutte armée et intègre les FARDC en 2011. Les tensions ayant fini par s'apaiser avec la dissolution officielle des FRF et de leurs opposants tels que les Maï-Maï Nakabaka, le chef d'alors des Twirwaneho, Masomo Matorotoro, s'est lui aussi auto-démobilisé (Brabant et Nzweve 2013). Cependant, à partir de 2015, les tensions sont remontées, donnant un nouvel élan à la mobilisation armée dans la région.

## **ORGANISATION, OBJECTIFS ET ORIGINES HISTORIQUES**

Si le terme Twirwaneho est devenu célèbre bien au-delà des hauts plateaux du Sud-Kivu ces dernières années, il décrit un concept plus ancien en Kinyamulenge et peut être traduit par « défendons-nous ». Les factions Twirwaneho ont vaguement collaboré avec les unités des FRF au début de la mobilisation, et avec les Gumino plus récemment, depuis 2015, échangeant souvent des armes et munitions. Malgré la concurrence et les conflits internes entre clans, ces groupes se sont tous engagés dans la protection de la transhumance (Brabant & Nzweve 2013). Quelques années plus tard et après le moment névralgique de 2015, le terme Twirwaneho a retrouvé sa popularité en raison des activités accrues des Maï-Maï et combattants étrangers sur les Hauts Plateaux.<sup>23</sup>

Pourtant, contrairement aux récits simplistes sur les conflits dans la région, les Twirwaneho (comme les groupes Maï-Maï dans la région) se sont engagés à

---

<sup>23</sup> Si les principaux acteurs armés étrangers étaient l'opposition burundaise organisée en RED-Tabara et FOREBU, les coalitions Maï-Maï comprennent les Biloze Bishambuke et les groupes d'Amuri Yakotumba et Ebuela Mtetezi.

plusieurs reprises dans une coopération qui met à faux les analyses simplistes ethniques. En 2015 par exemple, les groupes d'autodéfense Banyamulenge se sont alliés à leurs homologues Banyindu et Bafuliuro pour contrer l'insécurité locale, mais cette alliance s'est rapidement effondrée en raison de méfiance (Verweijen et al. 2021) et a conduit au rétablissement des Twirwaneho sous la direction d'anciens commandants Gumino. En 2017, les Twirwaneho se sont réorganisés à la fois en tant qu'organisation militaire et politique, cette dernière étant dirigée par Kamasa Ndakize Wellcome (Nations unies 2021). Organisés par zone et subdivisés en différents secteurs, chaque secteur ayant son propre commandant (Verweijen et al. 2021 : 58), les Twirwaneho sont rapidement devenus plus connus et appréciés des populations locales que les Gumino. Ils ont également procédé à un recrutement actif sur les hauts plateaux ainsi que dans les camps de réfugiés et de personnes déplacées, invoquant parfois des emplois lucratifs dans le secteur de l'élevage pour recruter de jeunes adultes (Nations unies 2021 : annexe 96).<sup>24</sup> Si le groupe bénéficie d'une légitimité aux yeux d'une grande partie de la population Banyamulenge, il a également été accusé de violations des droits de l'homme (Nations unies 2021). Au milieu de l'année 2020, les transfuges des FARDC, le colonel Michel Rukunda « Makanika » et le colonel Charles Sematama, ont commencé à travailler sur la fusion des groupes Banyamulenge (y compris Gumino et des groupes plus petits) sous l'étiquette Twirwaneho.

## **RÉSISTANCE À LA DÉMOBILISATION ET AUX ACCORDS SPONTANÉS**

Il n'est pas surprenant que de nombreux Twirwaneho se méfient du DDR, en raison de l'insécurité persistante sur les hauts plateaux autour de Minembwe, Itombwe et Bijombo au Sud-Kivu. En dépit de leur participation à des événements de dialogue tels que les réunions de Murhesa, ils manifestent peu d'intérêt pour la démobilisation. Même les représentants civils, comme le maire de la commune contestée de Minembwe, ont manifesté leur sympathie vis-à-vis de la présence des combattants :

---

<sup>24</sup> La déception et des fausses promesses sont utilisés pour le recrutement par d'autres groupes armés dans la région, comme le soulignent les pratiques de recrutement des ADF à Kampala et dans la région de Busoga en Ouganda. Voir entretien, ancien combattant, Beni, 15 octobre 2016 ; entretien, ancien combattant, Beni, 15 octobre 2016 ; entretien, ancien combattant, Beni, 17 octobre 2016, Entretien, ancien combattant, Beni, 17 octobre 2016. Voir également Nations unies 2021 : 8 ; Nations unies 2016 : 11.

Si votre village compte un ou plusieurs anciens combattants, vos chances de survie augmentent car ils sont en mesure de s'organiser pour défendre le village. Dire à ces personnes de se désarmer pour de bon sans leur offrir d'alternatives de protection ne marchera jamais.<sup>25</sup>

Un autre chef de village a appuyé ces propos :

Ces jours-ci, Minembwe essaie de se défendre à travers ses « enfants ». Je n'irai pas dire à ces enfants de déposer leurs armes. Sinon les FARDC viendront nous brûler vifs dans nos maisons... Ce gouvernement doit arrêter de distraire la population et s'impliquer dans la sécurité avant de penser à la démobilisation des groupes armés. Vous ne pouvez pas provoquer une guerre et ensuite venir parler de DDR.<sup>26</sup>

Cependant, depuis la CONADER, et en plus des opérations militaires qui ont déclenché la reddition et la capture des Twirwaneho, il y a toujours eu des efforts de démobilisation au niveau local, même si de nombreux individus continuent à être des porteurs d'armes potentiels de facto, comme le suggère le concept de retour circulaire :

D'habitude, ces jeunes reviennent... Au début de ces guerres, les enfants avaient peur des FARDC, mais aujourd'hui que tout le monde est combattant, plus personne n'a peur car les gens savent qu'ils peuvent partir et revenir. Cela rend difficile de comprendre qui est ancien combattant et qui ne l'est pas ... Nous avons plusieurs garçons qui ont volontairement quitté les groupes armés sans être influencés, ils sont là, comme tant d'autres.<sup>27</sup>

En outre, un nombre considérable de civils banyamulenge sont des transfuges de l'armée ou de la police. D'un point de vue plus général, la forte militarisation de hauts plateaux du Sud-Kivu, associée aux dilemmes constants en matière de sécurité, à l'intervention étrangère et au cadre essentiellement ethnique (même si cela n'est pas tout à fait exact), pose des défis considérables à tout effort de démobilisation. Les efforts de DDR pilotés depuis le sommet et provenant de l'extérieur risquent fort de se heurter aux efforts déployés par les communautés pour convaincre les combattants de

---

<sup>25</sup> Entretien avec un fonctionnaire du gouvernement, Minembwe, 1er avril 2021.

<sup>26</sup> Entretien avec un fonctionnaire du gouvernement, Gitavi, 1er avril 2021.

<sup>27</sup> Entretien avec un fonctionnaire du gouvernement, Gitavi, 1er avril 2021.

dissoudre les groupes armés tout en restant disponibles au sein de la communauté et de se remobiliser en cas de danger. Comme le soulignent les citations précédentes, le peu de confiance dans les efforts de consolidation de la paix du gouvernement central s'accompagne de la crainte que toute démobilisation n'ouvre la porte aux groupes armés rivaux ou ne permette aux commandants de l'armée hostiles aux Banyamulenge de circuler librement. Si les efforts de démobilisation communautaire peuvent répondre à cette situation particulière, leur succès dépendra probablement des liens permanents entre la violence et l'insécurité à travers Uvira, Fizi et Mwenga.

### **4.3 Nyatura : Démobilisation invisible et survie urbaine**

« Nyatura » est un terme générique pour ce qui peut être considéré comme la troisième génération de groupes armés hutu congolais dans et autour de la région de Masisi. Issues d'une riche généalogie qui remonte aux groupes armés « Combattants » et « Gardes Civiles » des années 1990, la plupart des factions Nyatura ont des racines dans les Patriotes résistants congolais (PARECO) entre 2007 et 2009 (Stearns 2013, Sungura et al. 2021). Cette section se penche sur les connexions rurales-urbaines des combattants Nyatura basés à Masisi et à Rutshuru dans la mesure où elles s'inscrivent dans le contexte des pratiques (souvent informelles et cachées) d'(auto)démobilisation, et des défis sociaux ultérieurs des combattants qui luttent pour joindre les deux bouts à Goma et qui maintiennent des liens psychologiques et sociaux avec leurs anciens camarades et groupes. Ces dynamiques sont liées à la fois à l'agentivité des combattants, un point central de ce rapport, ainsi qu'au caractère socio-spatial de la gestion des groupes armés, y compris les réseaux politiques et d'approvisionnement urbains (Verweijen et al. 2020).

#### **APPROCHER L'UNIVERS NYATURA**

Enraciné dans des cycles de conflit antérieurs, le collectif de groupes armés actuellement regroupés sous la dénomination « Nyatura » (« ceux qui frappent fort », en kinyarwanda) est apparu vers 2012. Si la raison d'être initiale de ce groupe peut être considérée (à l'instar de la position anti-CNDP du PARECO entre 2006 et 2009) comme un contre-mouvement à la rébellion du M23 de l'époque, la présence et la prolifération des factions Nyatura à Masisi et Rutshuru (avec des cas isolés à Kalehe) sont également le résultat de l'échec



et du mauvais fonctionnement des efforts de démobilisation dans le passé. Comme mentionné plus haut, les précédents programmes de DDR ont souvent conduit à une fragmentation des belligérants. Le PARECO comprenait différents courants de mobilisation hutu, à côté de ses autres ailes qui sont devenues plus tard l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS) et l'Union des patriotes congolais pour la paix (UPCP) de Lafontaine. Les groupes Nyatura, en revanche, sont plus dispersés et se caractérisent par de fréquentes scissions et changements de leadership. Au cours des dix dernières années, le nombre de groupes identifiables a oscillé entre dix et trente, même si la plupart des factions sont insignifiantes en dehors de leur zone d'opération (Kivu Security Tracker 2021). Certains des groupes les plus importants fonctionnent selon une approche classique d'autodéfense, les combattants ne formant pas une sorte d'armée permanente, mais étant issus des populations paysannes et ne se regroupant qu'en cas d'opérations. La faction Nyatura dirigée par Delta Gashamare jusqu'en 2020 en est un exemple, comme l'illustrent les témoignages de combattants qui se sont rendus à Mubambiro.<sup>28</sup> Une autre faction et sans doute la plus importante est le CMC, dirigé par Dominique Ndaruhutse.

Bien que le CMC se soit scindé à la fin de 2021, il a été pendant de nombreuses années l'un des belligérants dominants à l'est de la RDC. Issu des factions PARECO dirigées par les commandants Bapfakururimi et Muchoma, le CMC est apparu vers 2013 lorsque Dominique Ndaruhutse alias Domi, un combattant hutu de la zone de Bukombo à Rutshuru, a comblé un vide de leadership et a rapidement rallié de nombreuses troupes à son mouvement. Ayant bénéficié d'un soutien important de la part des FDLR (notamment en termes de formation et d'armement), le CMC est devenu le principal allié de la rébellion rwandaise, repoussant les pressions des FARDC, du NDC-Rénové et les incursions occasionnelles des forces spéciales rwandaises, mais il a également développé sa propre influence dans le sud-ouest de Rutshuru et dans le Masisi. Cependant, son ancrage au sein des factions Nyatura plus petites de la région de Bashali a toujours été précaire, en partie à cause des logiques de guerre par procuration employées à la fois par les FDLR et

---

<sup>28</sup> Cette observation est basée sur une ethnographie à long terme et des entretiens longitudinaux réalisés par l'un des auteurs.

leurs ennemis FARDC et NDC-Rénové, mais aussi à cause des dynamiques plus générales de l'insécurité et de l'interaction entre la mobilisation et la démobilisation dans une géographie de conflit de plus en plus fragmentée.

## **LES DÉFIS LIÉS À LA SORTIE DES GROUPES ARMÉS**

Les rangs du CMC, comme ceux des autres groupes Nyatura, et plus largement des groupes armés dans l'est de la RDC, sont caractérisés par une forte fluctuation du personnel et du recrutement. De 2014 à 2019, cette faiblesse organisationnelle avait été en grande partie absorbée par l'offre des FDLR d'une formation militaire bien structurée, son *groupement d'écoles*, mais la pression et les combats croissants à l'ouest de Rutshuru ont rendu ces cours plus difficiles à maintenir et des affrontements réguliers ont conduit de nombreux combattants du CMC à fuir ou à se rendre. Les dirigeants du groupe ont réagi en adoptant une politique plus stricte de poursuite et de sanction des transfuges. Si les combattants parviennent souvent à s'échapper et à se disperser soit dans des villages éloignés à travers les territoires de Rutshuru et Masisi, soit à Goma, où ils tentent leur chance dans le camp de DDR de Mubambiro ou disparaissent tout simplement en ville, nous avons recueilli des preuves que les commandants de Domi se disputaient régulièrement à cause des défections. Ce fut le cas, par exemple, lorsqu'en 2019 le « colonel » Heri a essayé de faire défection avec une douzaine de combattants, ce qui a entraîné des escarmouches internes dans la région de Bukombo. Dans d'autres cas, ceux qui font défection sont traqués, parfois arrêtés, torturés ou même tués.

Ces mesures compliquent et rendent souvent dangereux le fait de quitter secrètement des groupes tels que le CMC, tandis que les mesures officielles de renvoi des membres des groupes armés sont rares, voire inexistantes. Néanmoins, de nombreux combattants, en particulier des groupes Nyatura tels que le CMC, ont fui leurs groupes au cours des derniers mois et années, souvent avec Goma comme destination. Ainsi, la ville reste intensément liée aux dynamiques de mobilisation armée, avec des recruteurs, fournisseurs, représentants politiques et opérateurs de renseignement de différents groupes armés se cachant de manière plus ou moins visible, souvent dans des quartiers particuliers de la ville, comme Ndosho pour la population hutu (Verweijen et al. 2020). La section suivante abordera quelques exemples

d'anciens combattants qui parviennent à joindre les deux bouts à Goma, en conciliant la subsistance avec des efforts constants et des inquiétudes quant à leur propre sécurité et celle de leurs familles.

## **FORÊTS URBAINES : SURVIVRE SANS RÉINTÉGRATION**

Les anciens combattants ont souvent tendance, lors des entretiens, à comparer leur vie au sein et en dehors des groupes armés. Dans ce contexte, l'utilisation de métaphores est fréquente pour décrire leur situation quotidienne. L'une de ces métaphores est la forêt, avec des mots swahili tels que *pori* ou *musituni*. Les combattants qui ont réussi à se rendre en toute sécurité de Masisi ou Rutshuru à Goma ont déjà géré une série de problèmes de sécurité potentiels. Certains d'entre eux ont peut-être risqué leur vie en se séparant du groupe, d'autres ont dû passer par de fréquents postes de contrôle de l'armée et autres, au risque d'être identifiés et détenus en raison de leur association passée ou présente avec des groupes armés (voir Muzalia et al. 2021). Pourtant, une fois à Goma, ils sont confrontés à une nouvelle série de difficultés. En l'absence de réel DDR, la seule façon formelle d'être considéré comme démobilisé est de se rendre au camp de transit de Mubambiro géré par les FARDC près de Goma, ou de se rendre à une base des Nations unies et de transiter par la base de la MONUSCO à Munigi. En théorie, les combattants démobilisés devraient recevoir une sorte de jeton d'identification prouvant ainsi leur passage, mais cela s'est produit de manière irrégulière ces dernières années en raison des tensions entre l'armée et les Nations unies et d'un manque de clarté sur la manière dont ces processus devraient être organisés en l'absence (mais dans l'attente impatiente) d'un nouveau programme de DDR.

Le plus souvent, une fois installés à Goma, les anciens combattants sont donc livrés à eux-mêmes et doivent compter sur des liens sociaux et familiaux pour s'organiser dans leur vie urbaine. Si certains d'entre eux sont d'anciens citadins et disposent de réseaux fonctionnels en ville, d'autres peinent à se connecter avec leurs pairs ou à trouver des contacts dans leur quartier. Pourtant, Goma offre l'avantage d'un anonymat accru comparativement aux villages d'origine. Les anciens combattants peuvent ainsi contourner les risques de stigmatisation et de dénonciation. Ils recherchent de préférence de nouvelles occupations et de nouveaux emplois, comme agents

de sécurité ou chauffeurs de taxi, conduisant des motos appartenant à des entrepreneurs plus riches contre une part quotidienne du revenu. Cependant, sans carte électorale (qui sert de facto de document d'identité en RDC), il est souvent difficile de trouver de tels emplois, car les employeurs et les propriétaires se méfient des personnes qu'ils recrutent. De plus, si le secteur de la sécurité privée est florissant à Goma, les cadres supérieurs peuvent choisir parmi un large éventail de candidats à un emploi et, grâce à leur expérience professionnelle, ont souvent un œil attentif aux habitudes des combattants. Ils sont donc susceptibles d'exiger une identification de démobilisation chaque fois qu'ils pensent qu'un candidat peut être un ancien membre d'un groupe armé. D'autres emplois, en revanche, ont des barrières d'entrée encore plus élevées ou exigent des études et des diplômes.

Dans ce contexte, les anciens combattants considèrent souvent la ville de Goma comme un endroit relativement sûr mais aussi comme une « forêt urbaine » où il est difficile de joindre les deux bouts légalement et qui reste parfois dangereux en raison des efforts des anciens camarades pour les retrouver ou du contrôle occasionnel par les services de sécurité du gouvernement tels que les bureaux de renseignements civils et militaires.

Si quelqu'un quitte un groupe rebelle, il faut le prendre en charge, sinon il deviendra un voleur.<sup>29</sup>

Dans un contexte d'échecs passés, une nouvelle approche de démobilisation est en train de naître sous la forme du nouveau programme de DDR, le P-DDRCS. Si les défis sous-jacents à la réussite du DDR, en partie liés au caractère prolongé du conflit au Congo, n'ont pas fondamentalement changé, le P-DDRCS représente une opportunité. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une nouveauté (la notion de communauté figurait en bonne place dans les générations précédentes de DDR), l'accent mis sur le DDR « communautaire » est devenu un paradigme prépondérant, Kinshasa et ses partenaires internationaux ayant contribué à la conception et aux contours de la quatrième génération de DDR à l'échelle nationale en RDC. Ce faisant, la nouvelle stratégie du P-DDRCS puise implicitement dans un certain nombre d'efforts de démobilisation « locaux » et de moindre envergure, tels que le processus FRPI, Tujenge Amani, les projets CVR ou les actions qui ont abouti au dialogue de Murhesa (voir plus bas).

La vision du gouvernement congolais sur le programme est clarifiée dans la version préliminaire de la stratégie nationale, rendue publique en fin janvier 2022, qui définit les différents rôles et responsabilités des parties prenantes et présente le cadre institutionnel. Il convient de souligner que la structure du programme comprend une présence visible au niveau des territoires et confère aux provinces un rôle de coordination. La stratégie s'articule autour

---

<sup>29</sup> Entretien avec le porte-parole d'un groupe armé, Bukavu, 8 mars 2013.

d'un certain nombre de priorités qui font écho aux objectifs des précédents programmes de stabilisation et de reconstruction menés par l'État. Les principales priorités du P-DDRCS sont la résolution des conflits, la paix et la cohésion sociale, la restauration de l'autorité et de la sécurité de l'État, la réintégration et le rétablissement des communautés, et la stabilisation. La démobilisation et la réintégration des combattants armés ne sont plus considérées comme un objectif unique, mais intégrées dans une approche de soutien communautaire plus large.

Le fait de positionner l'agentivité de combattant, les communautés et le contexte au centre de la nouvelle conception du programme est une bonne mesure pour dépolitiser les anciens concepts de DDR, mais ne garantit pas une mise en œuvre adéquate proche des réalités vécues par les personnes concernées. Les exemples d'Haïti et d'Irlande du Nord montrent que les programmes communautaires peuvent avoir un avantage comparatif pour la réalisation de ces objectifs, mais ils servent aussi à rappeler que les politiques structurelles et la violence peuvent inverser les progrès par la suite (Schuberth 2017, Dwyer 2012). De plus, avec le Nord-Kivu et l'Ituri sont en état de siège depuis mai 2021, l'est de la RDC reste un terrain politiquement et géographiquement volatil dans la mesure où l'idée de base du DDR pose le cessez-le-feu comme une condition clé. Comme les agents et analystes des Nations unies ne cessent de le répéter, la gestion du DDR dans un contexte d'insécurité permanente crée inévitablement des dilemmes et besoins de sécurité, et affecte la confiance dans le programme. Afin de mieux cerner les dangers et obstacles associés à la démobilisation et au retour durables, ce chapitre associe des expériences historiques et réflexions théoriques à une évaluation du climat politico-institutionnel actuel, afin de mesurer les perspectives du P-DDRCS.

## **5.1 Erreurs commises et leçons apprises**

Les programmes de DDR antérieurs ont été caractérisés par des budgets élevés et un investissement logistique massif, mais sans toutefois pouvoir empêcher le retour circulaire des combattants et le recyclage des rebelles. Nous regroupons dans cette section un certain nombre d'insuffisances clés de ces programmes. Compte tenu de la nécessité de produire des résultats,

les programmes financés ou dirigés par la communauté internationale ont souvent négligé les processus compliqués d'enquête. Cela a souvent créé une sorte de marché ouvert, où l'accès aux kits de réintégration et aux compensations a non seulement motivé des individus à souscrire au programme d'une façon aléatoire mais aussi des groupes armés entiers à se constituer dans le seul but de tirer profit des programmes de DDR, comme l'a constaté un membre des FARDC :

Parfois, les gens sont démobilisés deux fois mais ne sont jamais réintégrés, alors ils rejoignent des brigades intégrées ou retournent dans des groupes armés, juste pour refaire du DDR par la suite.<sup>30</sup>

Les groupes armés qui n'étaient pas du tout intéressés par la démobilisation ont utilisé le DDR comme un plan de retraite pour les combattants âgés ou pour se débarrasser d'armes obsolètes. Les démobilisations répétées sont également fréquentes dans ces circonstances, en raison d'un contrôle inadéquat ou incomplet et d'une mauvaise mémoire institutionnelle :

De nombreux anciens combattants ont participé au DDR avec une seule arme ou un seul uniforme, tout en cachant les autres. Même les civils porteurs d'armes (chasseurs, etc.) sont allés se procurer des kits.<sup>31</sup>

De manière plus générale, des tensions constantes subsistent entre les intérêts militaires et les ambitions de réintégration des combattants dans la vie civile. Si l'intégration dans l'armée a officiellement cessé en 2010, suite à la pression des donateurs, elle perdure jusqu'à aujourd'hui, même si elle est moins visible. Non seulement l'influence de l'armée a miné les options civiles pour les anciens combattants et fait partie d'un plus large éventail d'options de retour circulaire, elle favorise également le recyclage et une utilisation ultérieure des combattants rebelles. Du côté de la planification, les fonds manquants, l'absence d'une base de données centralisée et les coûts d'opportunité élevés pour les donateurs afin d'assurer le suivi d'un processus complexe et long comme la réintégration effective, ont tous conduit la Banque mondiale, les

---

<sup>30</sup> Entretien avec un officier des FARDC, Bukavu, 24 avril 2013.

<sup>31</sup> Entretien avec des anciens combattants (groupe de discussion), Bunyakiri, 9 mars 2013.

entités des Nations unies et d'autres à se désengager, ouvrant la porte à une exécution incomplète des programmes de DDR. La crédibilité de l'ensemble des programmes de DDR s'en est trouvée amoindrie, les projets financés ou annoncés n'étant finalement jamais réalisés sur le terrain :

Il n'y a pas de DDRCS ici. Nous aimerions vraiment participer à ce programme, mais nous avons perdu tout espoir. Nous sommes des marchandises pour les ONG. Je vous ai parlé de cette personne qui nous avait présenté son projet de DDR et son plan de financement, mais depuis son départ, elle n'est jamais revenue.<sup>32</sup>

Le manque de soutien psychologique, le faible engagement vis-à-vis de l'agentivité de combattant et les défis de la vie réelle des combattants récemment démobilisés, tels que la stigmatisation, constituent d'autres problèmes :

En effet, la santé mentale est un problème majeur. Nous faisons appel à des psychologues et à des prêtres ou des pasteurs pour conjuguer la prière avec des conseils psychologiques pour les anciens combattants qui présentent des problèmes psychologiques à cause du *dawa*.<sup>33</sup>

Cela a conduit de nombreux combattants à considérer le DDR comme ayant au mieux des bénéfices à court terme, et au pire comme inutile. La présence intermittente des programmes de DDR a renforcé sa réputation de vache à lait à court terme mais non durable.<sup>34</sup> Des critiques ont également été formulées à l'encontre d'un manque de sensibilité au contexte. En effet, certains des documents de référence fournis par les Nations unies aux autorités congolaises dès l'époque de BUNADER étaient des copiés-collés des stratégies de DDR de la Sierra Leone et du Liberia. Le personnel DDR était souvent recruté dans les zones urbaines (Goma, Bukavu ou même Kinshasa) et ne disposait pas de connaissances locales ou faisait l'objet de méfiance de la part des populations et des combattants, un phénomène déclenchant la méfiance et la jalousie dans les contextes d'intervention, comme l'ont largement démontré les études sur l'action humanitaire et les interventions de santé publique (Brabant et Vogel 2014, Congo Research Group 2021).

---

<sup>32</sup> Entretien avec un ancien combattant, Kiziba, 28 mars 2021.

<sup>33</sup> Entretien avec un employé d'une ONG, Kanyabayonga, 28 mars 2021.

<sup>34</sup> Entretien avec un ancien dirigeant de groupe armé, Uvira, 28 février 2013.



En général, les programmes de DDR, de BUNADER à PNDDR III, ont été confrontés à des faiblesses récurrentes dans la prise en compte de la diversité des défis. Cela a souvent conduit à des politiques de formation, de soutien et de réintégration vouées à l'échec. Parmi les exemples flagrants, citons le fait de distribuer aux anciens combattants qui se sont installés sur les rives du lac Kivu des filets de pêche au tilapia (un poisson de 20 à 40 cm de la région), où la pêche au *sambaza* (un poisson beaucoup plus petit) est une activité génératrice de revenus essentielle. Dans d'autres cas, des moulins à farine ont été distribués, mais après quelques mois, les anciens combattants n'ont pas pu trouver de pièces de rechange pour les réparer et ont été confrontés à des tensions sur la question de savoir qui était autorisé à travailler au moulin :

Nous sommes des anciens combattants, démobilisés en 2005. Les gens de CARITAS et de CONADER ont dit qu'ils allaient nous venir en aide, mais rien n'a été fait en ce sens, si bien que certains ont rejoint des groupes de bandits et d'autres des groupes armés. Une aide minime a été apportée, par exemple un moulin à diesel censé être utilisé par cinq personnes pour produire de la farine de manioc a été donné à une centaine de personnes, ce qui a créé des tensions. Après quelques mois, un moulin est tombé en panne, sans pièces de rechange disponibles. Même chose pour les vélos, 5 pour 50 personnes. Marginalisés par la société, beaucoup se sont remobilisés. Au lieu de la réintégration, les démobilisés n'ont fait que créer des associations.<sup>35</sup>

Les agents du DDR manquent parfois de connaissances locales, ce que déplorent de nombreux anciens combattants et membres de la communauté. Un ancien combattant a fait une allégorie intéressante à ce sujet :

Si un médecin a besoin de voir les patients à l'hôpital pour les soigner, il faut aussi voir et parler aux démobilisés pour savoir comment les aider.<sup>36</sup>

Les anciens combattants ont également établi des liens clairs entre une mise en œuvre malavisée des efforts de DDR et le risque de remobilisation :

Lorsque nous avons été démobilisés à Bukavu, il ne s'est rien passé, alors nous sommes revenus à Kamituga. On ne nous a donné que des vélos, ce qui est ridicule à Kamituga à cause de la

---

<sup>35</sup> Entretien avec des anciens combattants (groupe de discussion), Bunyakiri, 9 avril 2013.

<sup>36</sup> Entretien avec des anciens combattants (groupe de discussion), Bunyakiri, 9 avril 2013.

boue. Finalement, un agent de CARITAS a vendu les vélos à Mwenga. Entre-temps, beaucoup d'entre nous ont à nouveau rejoint les groupes armés.<sup>37</sup>

Qu'il s'agisse de vélos, de machines à coudre, de filets de pêche ou de moulins à farine, les responsables des programmes de DDR internationaux et congolais ont misé sur des secteurs stéréotypés pour amorcer le retour des anciens combattants à la vie civile. Associé à des processus verticaux et descendants pour décider qui a besoin de quoi, cela a compliqué la perspective d'un DDR durable. Un ancien salarié d'un programme DDR se rappelle :

Des machines à coudre et des vélos ont été distribués, mais aucune formation n'a été dispensée. Certains ont reçu du matériel de menuiserie sans aucune formation. D'autres ont reçu des appareils photo pour être photographes, mais pas de moyens pour louer un studio. Les gens étaient renvoyés chez eux avec six mois de paiement transitoire, qui arrivaient en fonction de la logistique. La CONADER était un cercle vicieux. La plupart ont reçu leurs kits, mais faute de suivi, certains anciens combattants retournaient dans les groupes armés en fonction de « la direction du vent ». Beaucoup calculent leurs salaires civils, par exemple comme coiffeur avec 60 dollars par mois par rapport aux opportunités offertes par la rébellion.<sup>38</sup>

En effet, la distribution d'argent liquide s'est avérée non durable. Les anciens combattants de l'époque de la CONADER ainsi que des interlocuteurs récents du camp de transit de Mubambiro ont déclaré que les versements d'argent liquide à court terme ne permettaient pas de trouver des solutions durables telles que l'ouverture d'une entreprise ou l'investissement dans l'agriculture et ont exprimé leur inquiétude quant à l'absence de possibilités de microcrédit. Si certaines organisations telles que la FAO et des coopératives ad hoc créées par des anciens combattants ont tenté de telles initiatives, celles-ci ont reçu peu de soutien. À Bunyakiri, la CONADER et Caritas ont un jour demandé aux anciens combattants de créer une coopérative, mais n'ont pas réussi à la soutenir par la suite, sous prétexte qu'elle comptait trop de membres. Au lieu de cela, ils se sont contentés de distribuer des vélos et de l'argent. Pour recevoir les 25 dollars américains par mois à Bukavu, les anciens combattants ont payé un montant égal en transport. De même, dans le territoire de Mwenga, la CONADER avait

---

<sup>37</sup> Entretien avec les anciens combattants (groupe de discussion), Kamituga, 2 mai 2013.

<sup>38</sup> Entretien avec un officier des FARDC, Baraka, 14 mars 2013.

une présence légère, opérant principalement depuis Bukavu. Même si la plus grande agglomération de Mwenga, Kamituga, ne dispose pas d'une seule route pavée, des vélos ont été distribués. Ceux qui ne sont pas retournés dans les groupes armés se font appeler « domestiques ambulatoires », et joignent les deux bouts avec un travail non qualifié, ad hoc et sans perspectives à long terme, comme cela a été observé à Mubambiro. D'autres cherchent un emploi dans des secteurs mobiles et non qualifiés (mines, taxis-motos ou sociétés de sécurité privées), où le travail et la vie sociale ressemblent aux structures militarisées auxquelles ils sont habitués (van Acker et al. 2021).

Pour les programmes de DDR passés, la corruption a encore miné la crédibilité et la confiance. Si l'incendie du siège de la CONADER en mars 2007 (juste avant un audit imminent) reste l'exemple le plus flagrant, le détournement et le vol de biens étaient aussi fréquents que le népotisme interne, dont la majeure partie se heurtait au manque d'intérêt et de suivi des donateurs. Cela s'est ajouté aux ingérences politiques et aux tensions persistantes entre les intérêts du secteur de la sécurité (et l'absence de réforme) et les objectifs du DDR (Hoebeke et al. 2022). Pendant la CONADER, l'imminence du processus électoral de 2006 a orienté l'attention des politiques et des donateurs vers les brigades intégrées censées former le pilier de la nouvelle armée nationale d'après-guerre, les FARDC. Cependant, cela a considérablement politisé les tâches, les intérêts et la composition de la SMI, et a sapé son indépendance dans le contrôle des combattants. Cette militarisation du DDR s'est poursuivie par la suite. Si le PNDDR III visait à délocaliser les programmes de DDR hors des zones mêmes de mobilisation armée, il a fini par placer les combattants dans des bases de l'armée et sous une forte influence des intérêts de l'armée. En outre, le caractère centralisé du processus a sapé les initiatives locales qui n'étaient pas formellement liées à la CONADER, à l'UE-PNDDR, au PNDDR III ou à d'autres processus menés par le gouvernement et les donateurs. En conséquence, les combattants se sont retrouvés dans un flou juridique, risquant d'être harcelés ou détenus arbitrairement. Cette situation a persisté tout au long des vagues de reddition de 2019 qui ont suivi le PNDDR III. En l'absence d'un processus formel, les combattants se sont auto-démobilisés ou ont passé par les camps des Nations unies et des FARDC dans l'espoir de recevoir une forme d'identification, ce qui n'est pas toujours le cas. Ce seul fait souligne l'absence d'opportunités et le besoin urgent de repenser le DDR.

## 5.2 Concurrence institutionnelle et définitions rivales

Si les partenaires internationaux discutaient des conditions de leur soutien et contribuaient au processus de conception de la stratégie nationale (rendue publique en début d'année 2022), l'État congolais se caractérisait par des interactions institutionnelles complexes et un chevauchement des intérêts et compétences en matière de DDR. Cela soulève certaines questions quant au fonctionnement futur de la conception institutionnelle du quatrième programme national de DDR, le P-DDRCS. Plusieurs ministères sectoriels, agences et programmes ont eu leur mot à dire dans les programmes précédents et se disputent un siège à la table pour les programmes futurs. Dans son décret créant le P-DDRCS, la Présidence a décidé d'atténuer ces tensions en plaçant la nouvelle coordination du DDR en interne.

Cependant, il reste à voir comment les ministères concernés (Planification et Défense) s'aligneront dans cette configuration. Jusqu'à récemment, l'UEPN-DDR était positionnée au sein du ministère de la Défense, tandis que le STAREC dépendait du ministère de la Planification. Tous deux ont été supprimés par le P-DDRCS. En outre, l'entité chargée du suivi de l'accord-cadre d'Addis-Abeba est une autre institution située à la Présidence. Au niveau provincial, le CIAP-DDRC a vu le jour à l'initiative des gouverneurs du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri, dans le but de placer les programmes de DDR dans les zones les plus touchées. La CIAP-DDRC s'est inspirée de programmes communautaires antérieurs tels que Tujenge Amani, ou des activités de l'Initiative pour un leadership cohésif (ILC) qui ont abouti au dialogue de Murhesa, mais la nouvelle commission nationale les a plus ou moins supplantés.

La politique et l'influence sont susceptibles de jouer un rôle important dans la reconstitution de cette interaction institutionnelle. La création du P-DDRCS a été précédée de batailles politiques à Kinshasa, principalement au sein de la défunte coalition Front commun pour le Congo (FCC)-Cap pour le changement (CACH). Avec le Ministère de la Défense aux mains du FCC et l'héritage du STAREC composé du personnel de l'ère Kabila à des postes clés, CACH a cherché à réaffirmer son contrôle par le biais de l'ancien vice-Ministre de la Défense, membre de l'UDPS, y compris lors du dialogue de Murhesa. Le CIAP-DDRC a été promu par trois gouverneurs qui ont rallié Tshisekedi, avant

que la création de l'Union sacrée pour la nation (USN) fin 2020 ne débloque la situation. Une fois les querelles politiques écartées, la Présidence a publié des décrets fondateurs et des plans pour le P-DDRCS. Bien que Kinshasa et ses partenaires s'accordent sur la réintégration « communautaire », le manque de clarté sur l'essence du P-DDRCS prévaut, et ce malgré la publication d'une stratégie nationale en janvier 2022. Entre-temps, la nomination de Tommy Tambwe à la tête du P-DDRCS a suscité des controverses, notamment au sein des structures de la société civile, compte tenu de ses liens antérieurs avec des groupes armés, notamment le RCD, le M23 et certains de ses petits alliés.

La stratégie nationale définit désormais des priorités clés, mais des perspectives différentes sur l'approche du DDR subsistent. Pour certains, le DDR communautaire implique de se concentrer sur les communautés d'accueil, tandis que d'autres le considèrent comme un programme dans lequel les combattants bénéficient du DDR dans leurs communautés. Du côté des donateurs, il y a également une forte convergence de vues sur la promotion de la justice transitionnelle, la réfutation de l'intégration militaire et la suppression des possibilités d'amnistie pour les crimes graves afin de rompre avec les dividendes de la violence. En revanche, les avis sont moins partagés sur les cas pilotes qui pourraient inspirer un processus de DDR communautaire plus large. Le processus FRPI dirigé par le STAREC et la MONUSCO et des initiatives telles que le processus Murhesa revendiquent le terme « communautaire » et sont financés par différents donateurs. La MONUSCO, quant à elle, mandatée sur le papier pour diriger le processus de DDRRR pour les combattants étrangers, a ces dernières années mené son programme CVR, et gère de nombreux micro-projets orientés vers le DDR qui prétendent également être « communautaires ». Cela s'est produit en parallèle avec des ONG locales, telles que APC et d'autres, qui pratiquent le DDR communautaire à très petite échelle depuis plusieurs années.

Le dialogue Murhesa constitue l'un de ces modèles communautaires. Ce dialogue trouve son origine dans des initiatives antérieures axées sur la communauté, notamment Tujenge Amani et d'autres projets de consolidation de la paix menés par l'ILC. Dans le cadre d'un consortium avec les ONG ZOA, International Rescue Committee et Search for Common Ground, l'ILC a organisé une table ronde pour les chefs de groupes armés sur les perspectives

et obstacles liés à la démobilisation. En l'absence de DDR formel, l'objectif imminent du dialogue était de négocier un cessez-le-feu entre les groupes armés du Sud-Kivu (avec l'idée de le reproduire dans d'autres provinces), et ainsi de faciliter l'accès des acteurs humanitaires, de réduire la violence et d'ouvrir la voie au DDR. Pourtant, lors de deux cycles de dialogue en 2019 et 2020, le processus Murhesa a eu du mal à créer un impact durable. Le premier dialogue a reflété la méfiance entre les parties au conflit sur les hauts plateaux du Sud-Kivu (Twirwaneho et différents groupes Maï-Maï), dont certains ont boycotté le processus, ce qui n'a pas permis d'aboutir à un résultat positif ; le second a débouché sur une impasse concernant la présence de l'armée. Les responsables militaires présents ont lancé des appels ouverts à la collaboration, qualifiant officiellement tous les chefs de groupes armés de *wazalendo* (« patriotes »), mais le manque de confiance n'a pas pu être comblé.

S'il existe de nombreuses raisons à cela, l'un des principaux défis est la boîte noire des dynamiques régionales non abordées au cours du dialogue de Murhesa, telles que les principales zones de conflit, notamment les hauts plateaux de Minembwe, la région de Kitchanga, la violence de Beni et la crise de Djugu. Une autre raison de l'impasse est le refus de l'intégration formelle de l'armée, une ambition clé pour de nombreux groupes. Certains groupes armés étant absents, d'autres représentés par de « vrais-faux » délégués, les opérations militaires en cours et « l'état de siège » au Nord-Kivu et en Ituri ont constitué des obstacles majeurs au dialogue.

### **5.3 Prendre au sérieux la politique et réalités des combattants**

Dans la pratique, la démobilisation semble souvent vouée à l'échec. Pourtant, même si les programmes précédents ont été en proie à la politique, à une mauvaise mise en œuvre et à une mauvaise interprétation des réalités du conflit dans l'est de la RDC, et même si les combattants n'ont pas confiance dans le DDR, l'utilisant au mieux comme une porte tournante avec des avantages, l'absence de DDR n'est pas nécessairement beaucoup mieux :

Le fait que le DDR soit actuellement inexistant pose un sérieux problème, car la section DDRRR de la MONUSCO reçoit quotidiennement des appels de combattants congolais désireux de déposer les armes. Les combattants se sentent abandonnés et se plaignent.<sup>39</sup>

D'une part, le mode de vie rebelle et la socialisation concomitante dans des structures militaires dans un environnement marqué par la violence ont enraciné l'habitus du combattant, comme le soulignent les logiques de retour circulaire et la préférence de nombreux anciens combattants d'intégrer l'armée ou la police (Vlassenroot et al. 2020, Verweijen 2013). Par ailleurs, les mécanismes visant à encourager le retour durable à la vie civile restent relativement faibles. Des études ont montré comment les aspirations des jeunes, les pratiques iconographiques mondialisées et la rhétorique de libération et d'autodéfense ont fusionné en un ensemble de modèles qui peuvent conduire à une glorification de la vie de combattant (Jourdan 2011, Vlassenroot et al. 2020). Une telle analyse faisait défaut dans les programmes précédents, où les combattants n'étaient pas impressionnés par les kits DDR composés d'articles en contradiction avec leur mode de vie.

D'autre part, dans la réalité, les combattants mènent souvent une vie misérable, qui ne ressemble guère aux seigneurs de guerres vêtus aux chaînes d'or des productions hollywoodiennes. Les combattants, sauf s'ils sont en opération, passent énormément de temps à traîner et à attendre, à parcourir des distances incroyables à pied (Brabant 2016) et à vivre dans des conditions désastreuses. Beaucoup d'entre eux font état d'une peur constante, soit de leurs propres commandants, soit des ennemis qui pourraient attaquer pendant leur séjour dans les groupes armés. Lors de nos entretiens à Mubambiro, un grand nombre de combattants ont souligné leur désir de retourner à la vie villageoise et à l'agriculture (même si beaucoup ont aussi des ambitions dans l'armée ou dans le secteur privé).

Il s'agit en effet d'une opportunité pour un DDR renouvelé, mais aussi d'une menace potentielle étant donné que de nombreux combattants démobilisés ces dernières années sont de plus en plus désabusés dans l'attente d'un nouveau programme. Comme nous l'avons déjà illustré ailleurs dans

---

<sup>39</sup> Entretien avec un fonctionnaire des Nations unies, Goma, 28 mars 2013.

ce rapport, certains d'entre eux rendent compte à leurs pairs, qui sont appelés à quitter la forêt avec des perspectives incertaines. D'autres continuent officieusement à partir, à fuir et à essayer de joindre les deux bouts dans les zones urbaines, dans un mélange d'anxiété et de pauvreté. D'autres encore se souviennent des cas de chefs de groupes armés tels que Morgan en Ituri ou Bede Rusagara dans la plaine de la Ruzizi, qui ont été tués après l'échec de négociations pour leurs redevances.

Dans ce contexte, il est primordial d'associer l'opportunité à l'action et de travailler à un développement efficace de la stratégie du P-DDRCS. Cette stratégie, aussi urgente qu'elle puisse paraître, doit être bien conçue. Tirant les leçons des programmes de DDR passés, ce quatrième cycle devra prendre au sérieux l'agentivité des combattants, aussi éparpillée qu'elle puisse être à travers les milliers de récits de vie des combattants, et mettre en avant une approche sensible sur le plan politique, basée sur une prudente inclusion des communautés à tous les niveaux et considérant la réintégration non pas comme la dernière étape du processus, mais comme l'objectif principal.



Nous voulons la paix, mais si la paix est impossible, nous préférons être des rebelles parce que sinon il nous sera difficile de survivre.<sup>40</sup>

L'historique des efforts de démobilisation au Congo, comme l'a révélé ce rapport, est riche d'échecs et de leçons qui doivent inspirer le quatrième programme national, connu sous le nom de P-DDRCS. Au moment où les donateurs et parties prenantes du gouvernement développent les détails du nouveau programme sur le financement, la planification et l'opérationnalisation, l'est de la RDC se trouve à un moment critique marqué par de nouveaux pics de violence (par exemple Djugu, Beni ou Minembwe), un état de siège sans précédent au Nord Kivu et en Ituri, et une opportunité en train de se refermer qui ont marqué les premiers jours de la Présidence de Tshisekedi. Les acteurs du conflit, en dépit de l'appel du Président à déposer les armes, restent sceptiques quant au rapport entre la carotte du DDR et le bâton des opérations militaires dans l'état de siège, tout en gardant à l'esprit les échecs passés du DDR. Plusieurs groupes armés, dont des factions Nyatura et Mai-Mai, se sont temporairement rendus, mais ont quitté les camps de transit dirigés par l'armée après avoir attendu un nouveau DDR qui n'existait pas encore. Ces opportunités perdues risquent de compromettre les futurs efforts de DDR.

Outre les défis opérationnels et la difficulté de négocier et de financer rapidement le nouveau P-DDCRS sans glisser vers une mise en œuvre trop hâtive,

---

<sup>40</sup> Entretien avec des anciens combattants (groupe de discussion), Bunyakiri, 8 avril 2013.

ce rapport a souligné que, quelle que soit leur qualité, les programmes de DDR doivent inclure une réponse solide à la dynamique du retour circulaire et du recyclage des rebelles. Comme l'indique ce rapport, ce défi n'a pas été relevé de manière adéquate par les efforts de DDR précédents, en dépit du fait que les dynamiques politiques et de gouvernance sont liées aux motivations et ambitions individuelles autant qu'aux conditions de sécurité prévalant dans les communautés.

La mise en œuvre d'un nouveau DDR reposant sur une approche communautaire qui dépasse le vocabulaire standard du développement et la simple focalisation sur les acteurs armés peut concilier ces frictions en mettant l'accent sur l'aspect politique de la mobilisation armée dans son contexte social et économique. Mais elle peut également dépolitiser la mise en œuvre des programmes de DDR en focalisant sur une approche décentralisée, communautaire et inclusive qui pourraient limiter la mainmise globale des élites et être adaptée en fonction de facteurs contextuels spécifiques. Ce n'est pas une tâche facile. Elle implique un engagement partagé et une vision holistique tenant compte de l'agentivité des anciens combattants tout au long du processus. En même temps, elle exige une attention accrue aux familles, aux communautés de retour et à leurs réalités sociales, ainsi qu'une stratégie claire pour faire face à ceux qui entravent ce processus et aux facteurs exogènes, notamment la dynamique régionale.

- Boshoff, H. (2007): Demobilization, Disarmament and Reintegration in the Democratic Republic of Congo: A Never-Ending Story. *Africa Security Review* 16(2): 59–64.
- Bouta, T. (2005): *Assessment of the Ituri Disarmament and Community Reinsertion Program (DCR)*. Institute Clingendael Institute, The Hague.
- Bouvy, A.; Finnbbakk, I.; Mazio, J.-M.; Mongo, E. and F. Van Lierde (2021). *The FRPI Peace Process at an Impasse: Lessons Learned from a Community-Based and Political Approach to DDR in DRC*. GIC network, Ghent.
- Brabant, J. (2016): 'Qu'on nous laisse combattre, et la guerre finira.' *Avec les combattants du Kivu*. La Découverte, Paris.
- Brabant, J. and C. Vogel (2014): *In Their Eyes. The perception of aid and humanitarian workers by irregular combatants in the Democratic Republic of Congo*. INSO, London.
- Brabant, J. and J.-L. Nzweve (2013): *La houe, la vache et le fusil Conflits liés à la transhumance en territoires de Fizi et Uvira (Sud-Kivu, RDC)*. Life and Peace Institute, Bukavu.
- Carayannis, T. and A. Pangburn (2020): Home Is Where the Heart Is — Identity, Return and the Toleka Bicycle Taxi Union in Congo's Equateur. *Journal of Refugee Studies* 33(4): 706–26.
- Congo Research Group (2021): *Rebels, Doctors and Merchants of Violence. How the fight against Ebola became part of the conflict in eastern DRC*. New York University, New York.
- Congo Research Group (2020): *For the army, with the army, like the army. The Rise of Guidon Shimiray and the NDC-Rénové in the Eastern Congo*. New York University, New York.
- Debos, M. (2016): *Living by the Gun in Chad. Combatants, Impunity and State Formation*. Zed Books, London.
- Dwyer, C. (2012): Expanding DDR: The Transformative Role of Former Prisoners in Community-Based Reintegration in Northern Ireland. *International Journal of Transitional Justice* 6(2): 274–295.
- Emergency Demobilization and Reintegration Project (2012): *Implementation Completion and Results Report*. Report No: ICR2168. World Bank, Washington.

- Hoebeke, H.; Chiza, C. and B. Mukungilwa (2022): *The Old is Dying and The New Cannot Be Born (Yet?)*. Security Sector Reform in the Democratic Republic of the Congo. GIC network, Ghent.
- Hoffmann, K.; Vlassenroot, K. and G. Marchais (2016): Taxation, Stateness and Armed Groups: Public Authority and Resource Extraction in Eastern Congo. *Development & Change* 47(6): 1434–1456.
- Jourdan, L. (2011): Mayi-Mayi: Young Rebels in Kivu, DRC. *African Development* 36(3): 89–111.
- Kivu Security Tracker (2021): *The Landscape of Armed Groups in Eastern Congo. Missed Opportunities, Protracted Insecurity and Self-Fulfilling Prophecies*. Congo Research Group, New York.
- Kiyala, J.-C. (2015): Challenges of Reintegrating Self-Demobilised Child Soldiers in North Kivu Province: Prospects for Accountability and Reconciliation via Restorative Justice Peacemaking Circles. *Human Rights Review* 16: 99–122.
- Lubkemann, S. (2008): *Culture in Chaos. An Anthropology of the Social Condition in War*. University of Chicago Press, Chicago.
- Musamba, J. (2019): « *Les combattants Mai Mai revendiquent une récompense à l'État. » Groupes armés, champ et capital de sécurité*. Master thesis, Louvain-la-Neuve.
- Muzalia, G.; Mukungilwa, B.; Bisimwa, S.; Hoffmann, K.; Nalunva, A.; Batumike, E.; Mapatano, J.; Dunia, O.; Cirhuza, E.; V. Muderhwa (2021): *Barrières Routières « au Rythme du Pays ». Au-delà de la prédation au Sud-Kivu, République démocratique du Congo*. GIC network, Gent.
- Ortega, L. (2010): *Transitional Justice and Female Ex-Combatants: Lessons Learned from International Experience*. International Centre for Transitional Justice, New York.
- Özerdem A. (2012): A Re-conceptualization of Ex-combatant Reintegration: 'Social Reintegration' Approach. *Conflict, Security & Development* 12(1): 51–73.
- Perazzone, S. (2017): Reintegrating Former Fighters in the Congo: Ambitious Objectives, Limited Results. *International Peacekeeping* 24(2): 254–279.
- Richards, J. (2016): Implementing DDR in Settings of Ongoing Conflict: The Organization and Fragmentation of Armed Groups in the Democratic Republic of Congo (DRC). *Stability: International Journal of Security and Development* 5(1): 11.
- Schuberth, M. (2017): Disarmament, demobilization and reintegration in unconventional settings: the case of MINUSTAH's community violence reduction. *International Peacekeeping* 24(3): 410–433.
- Stearns, J. (2013): *PARECO. Land, local strongmen, and the roots of militia politics in North Kivu*. Rift Valley Institute, London.
- Stearns, J. et al. (2013): *Banyamulenge. Insurgency and Exclusion in the Mountains of South Kivu*. Rift Valley Institute, London.
- Stearns, J. & C. Vogel (2015): *The Landscape of Armed Groups in the Eastern Congo*. Congo Research Group, New York University, New York.
- Stearns, J. (2018): L'ancrage social des rébellions congolaises. Approche historique de la mobilization des groupes armés en République démocratique du Congo. *Afrique contemporaine* 265: 11–37.
- Sungura, A.; Kitonga, L.; van Soest, B. and N. Ndeze (2020): *Violence and Instability in Ituri. Djugu's mystic crisis and the camouflage of ethnic conflict*. GIC network, Gent.

- Sungura, A.; Ndeze, N.; Mbamba, M.; Rugambwa, H. and L. Kitonga (2021): *The Past is the Present. Change and continuity in the politics of conflict in Nord-Kivu*. GIC network, Gent.
- Thill, M. (2021): *In search of a winning formula: Lessons on DDR and community reintegration in Congo*. Social Science Research Council, New York.
- United Nations (2021): *Final report of the UN Group of Experts on the Democratic Republic of Congo (S/2021/560)*. United Nations, New York.
- United Nations (2016): *Midterm report of the UN Group of Experts on the Democratic Republic of Congo (S/2016/1102)*. United Nations, New York.
- Utas, M. (2005): Victimcy, Girlfriending, Soldiering: Tactic Agency in a Young Woman's Social Navigation of the Liberian War Zone. *Anthropological Quarterly* 78 (2): 403–30.
- van Acker, T.; Vlassenroot, K. and J. Musamba (2021): *Returning to Society: Insights from surveys on return and reintegration of former combatants in South Kivu*. GIC network, Gent.
- Verweijen, J. (2013): Military business and the business of the military in the Kivus. *Review of African Political Economy* 40(135): 67–82.
- Verweijen, J. and K. Vlassenroot (2017): Democratic Republic of Congo: The Democratization of Militarised Politics, in: Bøås, M. and K. Dunn (eds.) *Africa's Insurgents. Navigating an Evolving Landscape*. Lynne Rienner, Boulder: 99–118.
- Verweijen, J.; Vogel, C. and J. Musamba (2020): *Rebels and the City. Urban dimensions of armed mobilization in the eastern Congo*. Rift Valley Institute, London.
- Verweijen, J.; Twaibu, J.; Ribakare, M.; Bulambo, P. and F. Mwambi (2021): *Mayhem in the Mountains. How Violent Conflict on the Hauts Plateaux of South Kivu escalated*. GIC network, Gent.
- Vlassenroot, K. and T. Raeymaekers (2009): Kivu's Intractable Security Conundrum. *African Affairs* 108(432): 475–484.
- Vlassenroot, K.; Mudinga, E. and J. Musamba (2020): Navigating between two spaces: armed mobilization and circular return in eastern DR Congo. *Journal of Refugee Studies* 33(4): 832–852.
- Vogel, C. and J. Stearns (2018): *Kivu's Intractable Security Conundrum, revisited*. *African Affairs* 117(469): 695–707.
- Vogel, C. (2014): *Contested Statehood, Security Dilemmas and Militia Politics: The Rise and Transformation of Raia Mutomboki in eastern DRC. L'Afrique des Grands Lacs : Annuaire 2013/2014* : 307–332.
- Vogel, C. & J. Musamba (2016): *Recycling Rebels? Demobilization in the Congo*. Rift Valley Institute, London.

# The Insecure Livelihoods Series

